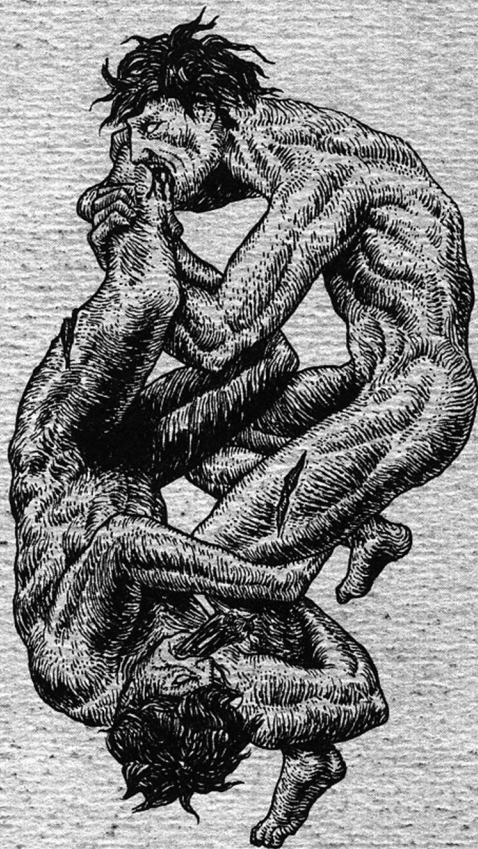


CASSANDRE



# NOS «RÉVOLUTIONNAIRES» SONT DES GENS PIEUX

DE LA COMPLAISANCE ENVERS LA RELIGION ET LES THEORIES DE LA RACE DANS LES MILIEUX RADICAUX



RAVAGE  
EDITIONS

# Sommaire

- **Avant-propos.....P.3**
- **Nos « révolutionnaires » sont des gens pieux.....P.6**
- **Les fantômes de la déconstruction.....P.28**
- **Quelques considérations sur la récente mode racaliste  
(et la Marche de la dignité et contre le racisme).....P.38**

Les textes « *Nos 'révolutionnaires' sont des gens pieux* » et « *Les fantômes de la déconstruction* », datés respectivement de mai et juillet 2015, sont déjà parus dans le deuxième numéro de la revue anarchiste aperiodique *Des Ruines*, dans le dossier : « *Old-school ou post-modernes, les gauchistes nous emmerdent* ».

Les « *Quelques considérations sur la récente mode racaliste (et la Marche de la dignité et contre le racisme)* » ont été écrites comme contribution au débat « Ni racisme, ni racialisme, ni races : Sur la récupération du racisme par la gauche (et vice-versa) », qui a eu lieu à la Bibliothèque anarchiste La Discordia, à Paris, le 25 novembre 2015. Vous le trouverez ici dans une version revue et corrigée, avec les deux autres textes, à l'occasion d'une autre discussion publique le mardi 26 janvier 2016 à 19h : « Islamophobie : du racket conceptuel au racket politique ».

[desruines.noblogs.org](http://desruines.noblogs.org)  
[ladiscordia.noblogs.org](http://ladiscordia.noblogs.org)

---

**ravageeditions.noblogs.org**  
**ravage-editions@riseup.net**

**janvier 2016**

# Avant-propos

Ces trois textes ont été écrits dans une période qui couvre presque entièrement l'année 2015. Le premier, qui donne le titre à cette brochure, a commencé à être mis sur papier dans les semaines qui ont suivi les attentats des 7 et 9 janvier 2015. Ce qui m'a frappé a été l'attitude des milieux dits « radicaux » vis-à-vis de ces événements. Concernant le massacre des journalistes de Charlie Hebdo, en gros, leur attitude était un peu du genre : « Ils l'ont bien cherché ». Pour ce qui est des autres « cibles » des islamistes, c'est à dire des personnes identifiées comme juives dans un petit supermarché, ainsi que pour les victimes « collatérales » (un homme chargé du nettoyage dans le bâtiment abritant la rédaction de Charlie Hebdo et des invités de la rédaction, qui ne participaient pas au journal) eh bien, nos « radicaux » les ont tout simplement oubliés.

Ce qui, par contre, est ressorti fortement des discours portés dans ces milieux « radicaux » a été la condamnation de l'islamophobie, cette sorte d'OGM conceptuel qui, sous couvert de condamner (à raison) le racisme envers les personnes identifiées comme « arabes » ou « maghrébines », voudrait empêcher toute critique de l'islam. Ce réductionnisme idiot porte en lui l'aveuglement non seulement face à l'islamisme fondamentaliste, mais aussi, plus en général, face au rôle normalisateur et politique de la religion. La condamnation de l'islamophobie est la feuille de vigne derrière laquelle se cache (à peine) la tentative des hiérarchies religieuses musulmanes de gagner encore plus de pouvoir sur ces couches de populations qu'ils (exactement comme l'extrême droite) mettent dans la case des « musulmans ».

L'autre chemin pris par des groupuscules politiques identitaires ancrés à l'extrême gauche est celui de remettre à l'ordre du jour la théorie de la race. Foin de la guerre sociale entre exploités et exploités, place à des réflexes d'appartenance basés sur des conneries comme l'origine nationale, des éléments culturels toujours bien flous, une apparence physique qu'on voudrait faire passer pour une « race », ou la soumission à une quelconque des impostures fumeuses que sont les religions.

Un bon exemple de cette tentative de centrer le discours politique sur des bases communautaires et identitaires, selon la double voie race/religion, est le Parti

des Indigènes de la République, mais ces idées sont portées aussi par une bonne partie du milieu « antifa », le site Les mots sont importants, le blog Quartiers Libres (qui, il faut l'admettre, a un peu aménagé sa prose religieuse et identitaire, ces derniers temps), le portail publiant des brochures dites « subversives » infokiosques.net (cela ne vaut pas, évidemment, pour tous ceux qui y participent, mais ce penchant démagogique est bien visible dans les choix de publication et de refus du portail) et bien d'autres encore. Ce à quoi il faut ajouter le silence complice d'une bonne partie des révolutionnaires (anarchistes et/ou communistes), qui préfèrent se taire sur ces sujets pour pouvoir continuer à racoler leur cœur de cible, en bons politiciens.

C'est la « Marche de la dignité et contre le racisme » du 31 octobre 2015, organisée par le P.I.R. et ses acolytes, qui est au centre du troisième texte. Une marche qui est censée lutter contre le racisme, mais sur des fondations différentielles et séparatistes, en somme, minée dans ses bases par le racisme qu'elle dit vouloir combattre. Et à cette occasion-là, les racistes, toujours prêts à des alliances tactiques, racolent dans la galaxie des comités qui quémandent « vérité et justice » à l'État suite aux assassinats policiers. Comme si une des mains de l'État, la Justice, pouvait vraiment servir de frein à l'autre, la police.

Mais pourquoi l'extrême gauche, les organisations libertaires et le milieu « radical » sont-ils si prêts à marcher au pas derrière des racistes, à défendre l'oppression religieuse, à s'aplatir dans leurs analyses jusqu'à oublier les critiques de la religion qui étaient pourtant si partagées jusqu'à il y a peu ? Une première réponse, facile, est d'ordre tactique : réduits à des nombres confidentiels, les « radicaux » cherchent à racoler auprès de ceux qu'ils voient souvent comme le nouveau « sujet révolutionnaire » : les « habitants des quartiers populaires ». Pour cela ils essayent de manipuler des relents communautaires, malheureusement présents parmi toutes les couches sociales (pas seulement parmi les « pauvres », hein !). Une autre source de cette attitude de complaisance avec l'islam (et d'autres religions « des exploités », comme certains cultes évangélistes, jusqu'à la Théologie de la libération catholique) est le fléau intellectuel qu'est le post-modernisme. Sous couvert de déconstruction d'un universalisme prétendu « occidental », pas mal d'intellectuels universitaires (et les franges « radicales » qui les suivent) ont glissé dans un relativisme mou absolument non conflictuel, voir parfaitement adaptable à cette société, faisant passer pour comme dépassée (sinon synonyme de « privilège ») toute perspective révolutionnaire. C'est la pénétration de cette boue intellectuelle foncièrement contre-révolutionnaire dans les milieux jadis « radicaux » que j'essaie d'analyser dans le deuxième texte, « Les fantômes de la déconstruction ».

Les analyses contenues dans ces trois écrits sont évidemment partielles : le combat n'est pas fini. Et après les attentats du 13 novembre 2015, commis encore une fois au nom de la religion, et l'état d'urgence que l'État s'est pressé de décréter, l'activité du filon islamo-compatible de cette galaxie « gauchiste-identitaire » paraît avoir vécu une accélération. Déjà, le 11 décembre, toujours à Saint Denis, à la Bourse du Travail gentiment prêtée par la mairie (par l'intermédiaire de Madjid Messaoudene, élu du Front de Gauche) on a vu défiler les têtes de file de la galaxie de l'islamisme politique en France. La star est bien entendu le prêcheur Tariq Ramadan, suivi par le journaliste Alain Gresh, Ismahane Chouder de PSM, l'ex porte-parole du Collectif contre l'islamophobie en France (lié aux Frères Musulmans) Marwan Muhammad, l'ex NPA Omar Slaouti, l'islamo-trotskyiste anglaise Salma Yaqoob, etc. Sur un ton mineur, mais indicatif de l'activisme de cette galaxie, des rencontres similaires ont eu lieu à Gennevilliers le 12 janvier (avec les islamistes du CCIF et des politiciens de gauche) et le 20 janvier à Fontenay-sous-Bois (avec Sihame Assbague, étoile montante de cette galaxie, côté racaliste).

Et n'oublions pas la tentative la plus explicite de récupération du milieu soi-disant « radical », avec le « Banquet contre l'état d'urgence » du 16 janvier à Paris XXème. Parmi les intervenants prévus on trouve le Collectif francilien de soutien à Notre-Dame-des-Landes, le Collectif du Huit Juillet & l'Assemblée des Blessé-e-s (collectif de mutilés par la police), Solidaires Etudiant-es et... encore le CCIF, c'est à dire un des organes politiques des Frères Musulmans en France.

En somme, l'opposition à l'entrisme de l'islam et à la diffusion de la théorie de la race dans les milieux « radicaux » est loin d'être une bataille terminée. Elle est une bataille fondamentale parce que la complaisance avec les autorités religieuses, de toute religion, ainsi que la porte ouverte au racisme avec l'acceptation de la théorie de la division de l'humanité en races risquent non seulement d'approfondir cette confusion consternante propre aux dits milieux, mais pire, de les pourrir définitivement jusqu'à les éloigner à jamais de toute visée révolutionnaire ou même simplement émancipatrice. Les démagogues « radicaux » qui veulent utiliser des réflexes identitaires crasseux pourraient bien finir par être manipulés à leur tour par des politiciens bien plus aguerris qu'eux.

Quant à moi, je me range parmi ceux et celles, nombreux mais assez silencieux quant aux prises de positions publiques, qui ne veulent ni récupérer de fantasmes « habitants des banlieues » à l'aide d'une complaisance vis-à-vis du communautarisme religieux et/ou « racial », ni se faire récupérer par des prédicateurs religieux et des racistes, mais qui visent à la révolution.

*mi-janvier 2015,  
Cassandre.*

# Nos « révolutionnaires » sont des gens pieux

Ce texte a pour but de critiquer la façon dont le concept d'islamophobie est utilisé en tant qu'outil politique dans le « milieu » parisien. Ceci, notamment pour ce qui a été de délimiter le « débat » (ou plutôt, le consensus terne) dans les quelques mois qui ont suivi les attentats des 7, 8 et 9 janvier 2015, contre le journal Charlie Hebdo à Paris et l'Hyper Cacher de Vincennes. Tout d'abord, une petite précision : qu'est-ce que j'entends ici par « milieu » ? Pour faire court, ce que les journalistes, universitaires, flics et juges appellent l'« ultragauche ». Un « milieu » qui se définit comme anti-autoritaire, antifasciste, autonome, libertaire, féministe, squatteur, etc. J'aimerais dire « révolutionnaire », mais ce n'est pas du tout le cas. Il manque des pratiques et des projectualités révolutionnaires, et surtout un certain sens de la rupture avec l'existant, certains en arrivant même à nier la nécessité de la révolution. Depuis des années on assiste au développement au sein de ce milieu de deux tendances principales, apparemment opposées, mais en réalité complémentaires. D'un côté il y a un repli identitaire ghettoïsant (« à la ZAD », ou tendant à s'enfermer dans son squat ou sa « bande »). De l'autre, on voit une course folle à la drague de n'importe quel nouveau « sujet révolutionnaire », identifié comme faisant partie des opprimés (réels ou supposés). C'est cette dernière attitude, fortement démagogique et qui n'est pas sans ressemblances avec le maoïsme des années '60 et '70, que je veux mettre en discussion ici, ainsi que l'un de ses outils actuels : la façon dont le concept d'islamophobie est utilisé pour empêcher toute critique envers une religion, l'islam.

Dans les années '70, des étudiants maoïstes étaient envoyés par les dirigeants de leurs groupuscules pour s'« établir », c'est-à-dire travailler dans les usines comme main d'œuvre non qualifiée. Le double mobile de ce mouvement était celui de leur faire dépasser leurs « préjugés de petits-bourgeois », ainsi que de propager le communisme parmi les masses (on notera au passage que cette démarche révèle en filigrane le peu de participation ouvrière aux sectes maoïstes, du moins au début). Des concepts appartenant au domaine du religieux, comme « sacrifice » et « mission », ont été pertinemment employés pour décrire le mouvement des « établis ». Aujourd'hui, des « militants » parlent de « frères et sœurs », prennent position en faveur de l'islam et se définissent comme « nous, antifascistes et/ou musulmans, croyantEs ou non ». Y aurait-il une continuité entre la foi dans le matérialisme historique et son Grand Timonier et celle dans la Soumission et son prophète ?

Les deux approches se ressemblent du moins dans la recherche d'une légitimité issue des « masses » et l'attitude plus ou moins avouée de « servir (un quelconque) peuple ». Une légitimité présumée qui ne saurait couvrir l'incapacité à élaborer un projet révolutionnaire théorique et pratique conséquent. Cela tout en sachant que les maoïstes avaient quand-même une analyse de classe de la société (avec les grands limites inhérentes au marxisme) et des buts révolutionnaires. Les néo-maoïstes, eux, ont repris le classisme à leur propre sauce, c'est à dire que les « classes » sont ici définies par des critères culturels, identitaires, à la limite raciales, plutôt qu'économiques. Et leur démarche va clairement dans le sens réformiste d'une demande à l'État pour obtenir plus de droits et plus de « respect » pour les malheureux dont ils se veulent les chevalier servants.

On a vu une flopée de textes s'aligner sur une stigmatisation de l'anticléricisme et de la critique des religions, qui, lorsqu'ils s'attaquent à l'islam, deviendraient « islamophobie ». Tout le monde ne s'est pas rallié à cette médiocrité intellectuelle, bien sûr<sup>1</sup>. Mais les exceptions restent encore trop rares.

---

1 Quelques textes ont essayé de briser ce conformisme au rabais, comme *Je ne suis pas Charlie et je t'emmérde !* ou *Vive le blasphème !* et des textes publiés dans *Lucioles n°21*. Plus ancienne est la *Réponse à l'appel des libertaires contre l'islamophobie*, publié sur le site d'AL Montpellier le 1/4/2013. Elle critique le piètre texte *Libertaires et sans-concessions contre l'islamophobie !*, dont le premier signataire est Nicolas Pasadena (lui aussi d'AL), publié sur le site *bboykonsian.com* le 27 septembre 2012. Cette Réponse a été récemment proposée sur *Indymedia Nantes*, mais mise « en débat » (lire censurée) par la modération. La critique des positions de protection de l'islam prises par certains « libertaires » y est très pertinente, mais la partie la plus intéressante du texte est la troisième. On y identifie les racines de ces positions dans les courants post-modernistes qui sévissent au sein des milieux gauchistes et libertaires, notamment en France.

Pourquoi cette attitude de respect d'une religion bien précise ? Pour éviter de tomber dans une forme de racisme, nous dit-on... Non, je pense qu'il s'agit plutôt d'une forme de démagogie qui refuse de critiquer quoi que ce soit venant de la catégorie de personnes censée être l'ennemi « sujet révolutionnaire », cette fois-ci, de fantasmés (parce que réduits à de banals stéréotypes) « habitants des quartier populaires ». Au contraire, à mon avis, il y a en cette période la nécessité d'une forte lucidité. Le fait de ne pas accepter ni cautionner un quelconque racisme caché derrière des excuses culturalistes ne doit pas empêcher des révolutionnaires de critiquer une religion, qui, comme toutes les autres, a des racines et des formes réactionnaires. Tout en nous posant comme ennemis de l'État et des racistes, nous devons refuser tout discours identitaire, voir racialisant, et toute complaisance avec une autre source majeure d'oppression : la religion. Parce que l'ennemi de mon ennemi (ou seulement sa victime) n'est pas forcément mon ami.

## **MAO OU MAHOMET ? MAO ET MAHOMET !**

Après les tueries qui ont eu lieu à la rédaction de Charlie Hebdo et dans l'Hyper Cacher, le « milieu » s'est limité à deux discours, relativement justes mais trop faciles. Il y a eu la condamnation de l'utilisation étatique des massacres, avec la pérennisation du plan Vigipirate au niveau « alerte attentat », les militaires dans les rues, des nouvelles lois antiterroristes, etc. Il y a eu aussi la dénonciation de la flambée de racisme envers les personnes identifiées comme « arabes » et de la vague de haine contre les musulmans, qui a trouvé dans ces massacres un énième prétexte.

C'est nécessaire, mais ça ne suffit pas. Il est aussi nécessaire d'affronter le problème du rôle de la religion en général, et de l'islam en particulier, au sein de certaines couches de la population. Quelle est la portée de la « conversion » d'individus des jeunes générations (qui adoptent le plus souvent de façon « artificielle » ou bien « poussées à l'extrême » des traditions qui appartenaient à leurs parents ou grand-parents, parfois même pas du tout) ? En quel sens ce « revival » de l'islam auquel on assiste depuis une dizaine d'années sert comme outil pour pacifier certains secteurs de la population ? Quelle est la place, au sein de l'islam des idéologies les plus réactionnaires, jusqu'aux plus crasseuses, comme le salafisme ? En quel sens l'islamisme radical et l'antisémitisme sont-ils liés ?

Ne pas se poser ces questions, sous couvert de respect des croyances et des traditions des « pauvres petites victimes du racisme », ce n'est que du populisme paternaliste. Et aussi, un simplisme que l'on pourrait payer cher.



Il est peut-être « *minuit moins le quart dans le siècle* » et peut-être que « *[n]ous sommes à un point de bascule historique sur l'islamophobie et le déchaînement du racisme en France et plus largement en Europe* »<sup>2</sup>. On ne sait pas, on espère que non. Mais seule une lutte forte et claire contre toute autorité pourra repousser tout racisme, du présent et du futur.

Ce qui est sûr, par contre, c'est que la confusion de l'« ultragauche » parisienne a atteint un niveau inouï. Cette attitude démagogique de ne pas vouloir effrayer « les gens », notamment les « habitants des quartiers populaires », ceux-la mêmes auxquels ils s'adressent soi-disant par ailleurs, est lâche et myope. « *Nous savons que les journalistes de Charlie Hebdo n'ont pas été tués par n'importe quelle forme de terrorisme. Ils ont été tués par des gens qui répondaient à la volonté des pouvoirs économiques et politiques français d'entrer dans une logique de conflit de civilisation.* »<sup>3</sup>. En effet, ils n'ont pas été tués par n'importe quelle forme de terrorisme. Ils ont été tué par des assassins qui se revendiquaient d'une religion, l'islam dans ce cas précis, mais ça aurait pu être n'importe quelle autre. On veut le dire ou pas ? Quelle est cette réticence ?

De façon symétrique à la politique officielle, qui a utilisé le « Je suis Charlie » comme arme pour imposer une Union Nationale dont on n'a pas fini de voir les conséquences, une très large partie du « milieu » a répondu en mettant l'accent presque uniquement sur l'« islamophobie » de Charlie Hebdo. Ceci déplace le problème, qui est celui de l'accomplissement de ces deux tueries, de leurs causes, des responsabilités, et, surtout, de comment répondre, concrètement et de façon crédible, avec une position du type « ni avec l'État, ni avec les assassins religieux, mais pour la révolution ».

Comme première réaction dans le « milieu », après le massacre, il y a eu le chœur des chacals du « Charlie Hebdo étaient des racistes ». C'est lâche. Ça revient un peu à dire qu'ils l'ont bien cherché. Vous le connaissez l'éternel refrain « oui, mais elle, aussi, elle n'avait qu'à pas s'habiller comme ça, elle n'avait qu'à pas sortir seule la nuit, de toute façon elle n'est qu'une... ». Précisément, lâche. Et c'est aussi facile de le dire : il s'agit d'un lynchage virtuel à peu de frais, un clavier suffit. Le reproche des culs-benits à la barbe longue : « Il ne faut pas blasphémer le prophète (sinon...) » dit la vérité avec beaucoup plus de franchise. En effet, que cela plaise ou non à ceux qui, à la gauche de la gauche, crient à l'« islamophobie » pour draguer les « croyants » (sans blague, c'est le type de terme qu'on trouve

---

2 *Ça faisait longtemps que Charlie ne faisait plus rire, aujourd'hui il fait pleurer*, publié sur blog Quartiers Libres le 7/01/2015.

3 *On ne nous enterrera pas avec Charlie*, publié sur blog Quartiers Libres le 14/01/2015.

sur certains blogs !), la rédaction de Charlie Hebdo a été décimée non pas à cause de son prétendu racisme, mais parce qu'ils ont osé caricaturer Mahomet. C'est exactement pour la même raison qu'ils avaient déjà reçu des menaces de mort, presque sûrement aussi la raison de l'incendie de l'ancien siège du journal en 2011. On veut l'admettre oui ou non ? Ils sont morts parce qu'ils étaient des blasphémateurs. D'ailleurs, si le racisme a quelque chose à voir dans les attentats des 7 et 9 janvier, c'est plutôt dans le « choix » des victimes du massacre de l'Hyper Cacher. Encore une fois, on veut appeler un chat un chat ou bien se cacher derrière de l'idéologie ?

Même si par ailleurs je n'ai aucune sympathie pour des journalistes, courroie de transmission de l'État et du capital, je maintiens que tout révolutionnaire devrait être aussi un blasphémateur. Quelle attitude tenir, donc, avec les fous de dieu ?

Admettre cela, critiquer l'islam, risquerait de provoquer un sacré couac avec une certaine démagogie à deux balles qui essaye de gratter un petit peu de visibilité et de consensus. Il y en a donc qui essaient de ne pas gêner les « frères et sœurs des quartiers populaires » (qu'on met tous d'emblée dans la même catégorie de « musulmans », quelle finesse analytique !). Cela en parlant d'autres sujets, en évitant de leur dire des choses désagréables du genre « la religion est une forme de domination » ou « on ne peut pas se libérer en devenant des oppresseurs à notre tour », ou bien en essayant de cacher les relents antisémites qui se reproduisent parmi certaines franges des « croyants ». Et on se retrouve avec des crypto-maos et des antifas qui répètent le mot « islamophobie » comme un mantra, empêchant tout discours critique et passant sur la mort de quatre personnes dans un supermarché cacher, de quelques athées revendiqués (tout petit-bourgeois qu'ils étaient), de prolos qui étaient là par hasard... le tout au nom d'Allah le miséricordieux.

Et si on essayait d'être un peu moins grossiers, un peu moins de mauvaise foi, d'arrêter de crier « raciste » et « islamophobe » à tout va ?

Et, au passage, pourquoi ne pas se poser la question : qu'est-ce qu'une démarche révolutionnaire ? Quel doit être le rôle d'une critique de la religion au sein d'un discours révolutionnaire ? Faut-il encore creuser le rôle de fondement du pouvoir qui est propre à toute religion ?

Mais *Charlie Hebdo* est un journal raciste, oui ou non ? Oui, me répondra-t-on : ils ont une fixation contre l'islam, ils sont islamophobes. Voilà le nœud du problème. Mais « islamophobie » n'est pas « racisme ».

Le concept d'« islamophobie » est flou et au fond bien creux, car y sont mélangés la critique d'une religion avec le racisme à l'encontre des individus qui la pratiquent. Il y a une différence entre les deux. Pour commencer, « musulman » n'est en rien une « race », mais le choix individuel d'une foi. Il faudrait aussi



[Visuel de la Marche de la dignité et contre le racisme, du 31 octobre 2015]

sortir des préjugés, surtout lorsque l'on prétend les combattre, et se débarrasser de la confusion faite (à la fois par les racistes et les anti-islamophobes) entre la religion islamique et les populations « arabes ». Aussi, il faut garder en tête que seulement 20 à 25% des musulmans à travers le monde sont arabes. Se souvenir aussi que les « arabes » ne sont pas une ethnie ou une « race », pas plus que les musulmans (et pas seulement parce que les « races » n'existent pas !), mais un ensemble d'individus s'identifiant sur des critères linguistiques et culturels.

Le racisme, en deux mots, c'est rabaisser quelqu'un pour son apparence, des caractéristiques qu'il n'a pas choisies. Une chose différente est de critiquer ou d'attaquer quelqu'un pour ses choix.

Je suis né avec certaines caractéristiques physiques (un certain teint de peau, de cheveux, d'yeux...), des choses que je n'ai pas choisies et que je ne peux pas changer. Je n'en suis en rien responsable. Et le racisme réside dans le fait de donner de la valeur à des groupes humains définis à partir de quelques-unes de ces caractéristiques physiques en dévalorisant d'autres groupes. Mais, contrairement à ce qui concerne mon apparence physique, je peux avoir une prise sur « ma » culture, « mes » traditions, parce qu'elles vivent aussi à travers moi, selon ce que j'en fais ou pas. Certes, chacun de nous naît et se développe au sein d'une

culture (plus précisément au carrefour de plusieurs éléments venant de différentes cultures, qui d'ailleurs se mêlent constamment entre elles). Mais chacun de nous peut toujours refuser, dans son ensemble ou en partie et plus ou moins facilement, ce qui lui a été enseigné ou imposé au cours de sa vie. On a une marge de choix, plus ou moins large, notamment suivant l'énergie qu'on met dans ce choix. Je ne suis en rien responsable de la couleur de ma peau. Je suis en partie responsable de mon « appartenance culturelle » (dont « ma » religion). Le poids des influences du « groupe de référence », la famille, la « communauté », la société dans son ensemble, peut être très fort, mais il ne le sera jamais assez pour m'empêcher d'essayer, au moins, de m'en libérer, si je le désire. Ce qui me rend responsable de mes choix de vie, comme de mon appartenance religieuse. Il ne faut pas non plus oublier que cet amalgame entre appartenance « raciale » et appartenance religieuse est extrêmement dangereux : c'est une arme de choix tant pour les racistes que pour les identitaires musulmans. Ceux-là mêmes qui utilisent le racisme subi par pas mal de personnes « issues de l'immigration » comme justification du repli communautaire (dont la religion est le principal pilier), un levier pour leur soif de pouvoir. On remarquera que le concept d'islamophobie est très vague, mais que s'il y a quelque chose de bien clair, il s'agit de son interclassisme (au contraire, plusieurs critiques du racisme prennent justement en compte la conjugaison entre les problématiques « raciales » et de classe, le fait que les premières recouvrent souvent des mobiles sociaux et politiques).

Nous pourrions également questionner le besoin existentiel pour nombre de « racisé-es », comme on dit maintenant, de rendre si spécifique et particulière leur oppression. Au terme « antisémitisme », se sont additionnés ces dernières années les termes « islamophobie », « négrophobie », « racisme anti-blanc », et autres.

Le terme racisme est-il devenu trop gênant ? Certainement, en ce qu'il tend à nous éviter les fausses questions posées par les adeptes des particularismes identitaires dont le but n'est que de séparer les gens dans des identités et des communautés hermétiques. Sous prétexte d'antiracisme, donc, on se retrouve avec de l'*ethno-différencialisme*, un glissement extrêmement dangereux qui s'accommode très bien du retour en force et de la « réappropriation » du concept de « race » par nos « porte-paroles » des opprimés (qui la plupart du temps sont extérieurs à leurs « opprimés » chéris).

Il y a encore quelques années, nous pensions que la racialisation permanente des opprimés n'était que le fait des courants extrémistes de droite les plus brutaux (nazisme, suprématisme blanc à l'américaine, nationalisme Afrikaner et autres partisans de la ségrégation, etc.), mais il faut croire que nous vivons une époque formidable... Aujourd'hui, nos déconstruits reprennent le flambeau de la théorie des races à leur compte. Le langage est cruel, mais si nous sommes

d'accord que le racisme doit être combattu dans son ensemble, alors cessons de le fractionner, de mettre en concurrence les mémoires et les souffrances, et débarrassons nous de toute cette morbidité, qui par exemple, voit l'homophobie et la transphobie revenir par la fenêtre sous prétexte de lutte contre l'islamophobie dans des groupes et partis dangereux comme les Indigènes de la République et leurs amis ; dont l'activité semble entièrement portée vers l'extension de la guerre civile. Cette même guerre civile dont rêvent, pile en face d'eux, les partisans du « choc des civilisations ». Les deux faces d'une même pièce.

Prenons par exemple la prose du PIR. Dans son article *Racisme(s) et philo-sémitisme d'État ou comment politiser l'antiracisme en France ?* la patronne des indigènes, Houria Bouteldja, décrit ainsi, selon elle, « la mission cardinale donnée aux Juifs par l'État-Nation » : « *devenir la bonne conscience blanche et faire de la Shoah une nouvelle « religion civile » en la dépouillant de toute historicité<sup>4</sup>. La commémoration de la Shoah devient en quelque sorte, un solde de tout compte. L'État paie sa dette aux Juifs et se rachète une probité morale. Mais ce faisant, il crée une discrimination mémorielle, puisque tout en instrumentalisant la mémoire du génocide des Juifs, il occulte la mémoire de la traite négrière, ce qui fâche les communautés afro-antillaises, il occulte la mémoire coloniale, ce qui fâche les communautés arabo-musulmanes et africaines, il occulte la mémoire du génocide des Tziganes, ce qui fâche les communautés rroms et qui crée du ressentiment envers les Juifs vus, à juste titre, comme les enfants chéris de la République. C'est ici la première source de l'hostilité de la part des sujets post-coloniaux envers les Juifs ».*

Est-il besoin de commenter encore ce genre d'immondices racistes ?

Il y a évidemment des racistes qui essaient de se cacher derrière une plus respectable critique de l'islam, qui soi-disant serait en conflit avec les « valeurs de la république » (lire des valeurs nationales françaises, chrétiennes, bourgeoises, etc...). Les démasquer et les combattre ne doit pas pourtant nous obliger à défendre l'islam. Une critique émancipatrice qui vise toute religion en tant qu'outil de pouvoir (et en cela tout à fait cohérent avec la plus fondamentale des « valeurs de la république » : l'acceptation contractuelle de la domination contre quelques droits) doit nécessairement s'appliquer aussi à l'islam.

En effet, si toute stigmatisation raciste est à combattre absolument, la critique de la religion est absolument indispensable, y compris quand il s'agit de l'islam, qu'on voudrait nous vendre comme une espèce de religion propre aux minorités

---

4 Et va pour une petite insinuation ambiguë et malsaine dans la droite lignée des négationnistes de type Rassinier/Bardèche/Faurisson.

pauvres et opprimées<sup>5</sup>. Mais cela n'est vrai qu'en partie : tout d'abord, parmi les musulmans il y a aussi des riches, des exploités (et on se limite ici à parler de la France, mais il ne faut pas oublier qu'il y a de nombreux pays où l'islam est la religion dominante et souvent la religion d'État). Et même si l'analyse si grossière des « ennemis de l'islamophobie » était vraie, est-ce qu'on aurait le droit de critiquer seulement les religions qui sont majoritaires ? Seulement celles « des riches » ? Des « blancs » ? Et pourquoi ? Devrait-on peut-être défendre le « droit » des pauvres à croire en des conneries réactionnaires ? Et l'évangélisme, lui aussi exercé tant par des pauvres que par des riches, mais qui est en progression vertigineuse dans les régions les plus pauvres du monde (et de France...), doit-on s'en tenir à le critiquer ? Et le capitalisme, que de très nombreux pauvres défendent, doit-il aussi être protégé par nos pieux « révolutionnaires » ?

Le concept d'islamophobie, lorsque poussé à sa conséquence logique, présuppose une sorte de sacralité des croyances religieuses, qui seraient à l'abri de toute critique. Ce qui amène à garantir la sacralité des dogmes et des hiérarchies issues de ces croyances. Non seulement on ne critique pas l'interclassisme propre au concept d'islamophobie, mais on en arrive à l'accepter comme élément positif<sup>7</sup>. Voilà donc que le concept d'islamophobie peut, dans son « aile droite », cacher ou justifier tout ce qu'il y a de réactionnaire et hiérarchique dans une religion, tandis que sur son aile gauche, il prétendrait élargir une certaine « tolérance au rabais » aux tonalités libérales, non conflictuelle sur un plan social, qui serait facilement récupérable par l'État.

---

5 En effet, Nicolas Pasadena nous enseigne que: « *L'islam reste une religion minoritaire en France et que le rapport de force socio-économique et politique actuel n'est pas à l'avantage des populations musulmanes* » (extrait de *Pas d'islamophobie au nom des idées libertaires*, publié sur Quartiers Libres le 25/07/2014). Je pense qu'il suffit de lui répondre : « et alors ? »

6 Malheureusement il y a des « antiracistes » qui utilisent ce genre de terminologie, en acceptant de ce fait l'argument de la division de l'humanité en races, au lieu de pointer les vraies raisons, sociales et politiques, du racisme. Puis, vous savez, il y a une grande partie des exploités qui sont « blancs », pour reprendre leurs mots. On s'en étonne ? Si on regarde seulement la propagande d'une certaine extrême-gauche ça pourrait étonner, oui. Et on pourrait s'étonner aussi des scores électoraux du Front National dans certaines zones « populaires » comme la Picardie ou l'ex-bassin minier du Pas-de-Calais. Justement, ça pourrait être le moment de se poser quelques questions et de remettre les pendules à l'heure d'un conflit social, au lieu de jouer le jeu racisme vs. identitarisme.

7 C'est le cas des « anarchistes » du groupe parisien de la CGA, qui, après avoir fait appel aux limites légales d'application de la loi « anti-voile » et avoir menacé d'une « prise en charge de notre propre autodéfense », prône « l'alliance entre toutes les minorités opprimées, qu'elles soient religieuses, nationales ou sexuelles ». Qu'on lise à ce propos la très pertinente réponse de Claude Guillon, « *L'alliance des minorités est-elle le nouveau sujet de l'histoire?* », publié le 1/04/2015 sur son site Lignes de force.



[Rassemblement du 18 janvier 2015 contre l'islamophobie organisé par l'AFA et toute la clique Théo-compatible]

## CONTRE QUEL « FASCISME » ?

Profitant de la vague d'émotion provoquée par les tueries des 7 et 9 janvier, les racistes de Riposte Laïque ont appelé à un rassemblement « *pour l'expulsion de tous les islamistes de France* » le dimanche 18 janvier à Paris. Les antifas de l'Action Antifasciste Paris-Banlieue (AFA), avec d'autres orgas (AL, CGA), partis politiques (NPA, Voie Prolétarienne, Parti des Indigènes de la République) et syndicats (Sud), ont appelé à un contre-rassemblement à la Fontaine des Innocents. L'AFA ce sont des antifascistes qui contre les fafs et l'État pratiquent l'« *action directe* » : c'est-à-dire qu'ils affichent fièrement sur internet leurs graffitis « ACAB » ou « *Contre les violences d'État* ». Ils nous disent reconnaître aussi la nécessité de « *résister face au capitalisme, au pouvoir, aux marchés et à leurs compagnons de route* »<sup>8</sup>.

Bon, déjà, ça ne semble pas poser de problème à l'AFA (et ses « cousins » du Collectif Antifasciste Paris-Banlieue, CAPAB) de signer un appel à un rassemblement avec le Parti des Indigènes de la République, dont il est inutile de rappeler la démarche raciale, l'antisémitisme (voir plus haut), le soutien de partis islamistes et racistes comme le Hamas ou le Hezbollah, ou les positions vis-à-vis

---

8 Cf. leur site internet, en particulier, pour la citation, l'interview de l'AFA à *La Griffre*. Idem pour leur compte-rendu du rassemblement contre l'islamophobie.

des homosexuels<sup>9</sup> et trans ou de ceux qu'ils appellent « blancs »<sup>10</sup>.

Une des affiches appelant au rassemblement représente l'image, entre autres, d'une femme voilée, soumise donc à un dieu (sinon à des choses bien plus terrestres et réelles). Et le texte d'appel dit : « *nous, antifascistes et/ou musulmans, croyantEs ou non, souhaitons nous rassembler pour refuser l'Islamophobie* ». On comprend du coup que pour eux il y a une pleine compatibilité entre le fait d'être antifasciste et l'appartenance à une religion (ici, l'islam). En effet ça peut être le cas (après tout, on peut bien être antifasciste et premier ministre !), mais si on veut aussi « *résister au pouvoir* », comment ne pas se poser la question des liens entre celui-ci et les religions ?

Mais enfin, qu'est-ce que ça donne ce rassemblement ? Selon le sobre compte-rendu de l'AFA, ça a été une journée avec une bonne participation, communicative, « *pour marquer notre présence et affirmer notre volonté de lutter contre l'islamophobie* ». Mais si on regarde une petite vidéo de ce rassemblement<sup>11</sup>, on se dit qu'ils ont oublié quelque chose. Est-ce qu'on lutte contre le racisme et l'islamophobie en brandissant fièrement des drapeaux nationaux ? En brandissant des pancartes avec la chahada<sup>12</sup> ? En criant en cœur « *Allahu akbar* » et « *Touche pas à mon prophète* » ? En cautionnant toute cette merde ? C'est ça leur antifascisme ? Nationalisme et religion (mais des « *colonisés* »... tu parles !).

Au début de la même vidéo on voit aussi le service d'ordre de la manif' (apparemment des « *antifas* ») déchirer avec arrogance les affiches collées par « *deux vieux anars* » sous couvert que « *ce n'est pas le message du rassemblement* » et qu'« *elles sont ambiguës* », pour finir avec « *on vous le dit gentiment une, deux fois, pas trois* »<sup>13</sup> (contre les flics des graffitis, contre les libertaires des menaces...).

---

9 Bouteldja, dans un entretien publié sur le site Vacarme le 26 avril 2015 (*Revendiquer un monde décolonial*) dit : « *si ces mêmes musulmans avaient manifesté contre le mariage homo mais en refusant toute alliance avec l'extrême droite ou même la droite, cela nous aurait paru intéressant, car nous aurions eu affaire à des groupes racisés qui osent s'affirmer et affirmer leurs convictions tout en refusant de servir des mouvements racistes ou nationalistes. [...] Sur la question des identités sexuelles, nous avons fait valoir le fait qu'il n'y avait pas de raison de les universaliser et que dans les quartiers en France, il n'y a pas de mouvements LGBT revendiqués comme tels. De fait, les habitants des quartiers ne souhaitent pas politiser leur sexualité, d'où l'indifférence du PIR. Il y a des priorités.* »

10 A ce propos on lira l'intéressante brochure *De la banalisation des thèses ethno-différentialistes et communautaristes en milieu militant*, publiée par Ravage Editions en mai 2015.

11 Elle est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=oDycVueFgEw>

12 La chahada est la profession de foi de l'islam, dont elle constitue le premier des cinq piliers.

13 Un tract papier avec un bref compte-rendu de ce qui est arrivé aux « *deux vieux anarchistes* » qui se sont trouvés face au service d'ordre de ce rassemblement a tourné de mains



Donc, si tu critiques l'islam, même si de toute évidence ils ne peuvent pas t'accuser de racisme (les affiches en question portaient une critique anticléricale anarchiste assez « classique »), tu te fais jarter des rassemblements des antifas...

Mais nos braves antifas ne reculent devant rien. Quelques semaines plus tard, pour ne pas être moins anti-islamophobes que l'AFA, c'est le tour du CAPAB (des antifas « *par tous les moyens nécessaires* », rien que ça !) de signer l'appel au « *Meeting contre l'islamophobie et la guerre sécuritaire* » qui s'est tenu le 6 mars à la Bourse du Travail de Saint-Denis. Bien sûr les partis ne manquent pas (Ensemble, EELV, PCF). Les Indigènes de la République sont de la partie, ça va sans dire, tout comme les partisan(e)s du droit des femmes à porter le voile<sup>14</sup> dans les lieux publics. Mais cette fois-ci quelques voix se lèvent parce que parmi les signataires il y a aussi l'Union des Organisations Islamiques de France, l'UOIF, très proche des Frères Musulmans (ils avaient déjà appelé à la *Journée internationale contre l'islamophobie* du 13 décembre, toujours aux côtés du CAPAB) et Participations et Spiritualités Musulmanes (PSM). Or, ces braves gens sont des réactionnaires pure souche et ne le cachent pas trop. L'UOIF a pris position contre le droit au mariage pour les homosexuels et contre l'avortement, ils accueillent Dieudonné, Soral, Frigide Barjot et Ludovine de la Rochère (présidente de la Manif pour Tous) à leurs congrès<sup>15</sup>. Ils ont des liens avec le Comité de Bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), qui envoie une partie de l'argent récolté pour la bienfaisance... au Hamas ! Et en 2009 leur théologien préféré (et vedette de leurs congrès), Youssef al-Qardaoui, disait sans sourciller que « *tout au long de l'histoire, Allah a imposé aux [Juifs] des personnes qui les puniraient de leur cor-*

---

en mains. Les auteurs l'ont aussi proposé à la publication sur Paris-luttes.info, mais ça a été refusé avec l'excuse que ce site ne veut pas « *devenir l'espace de communication interne des différents groupes anti-autoritaires parisiens quand il y a une embrouille* ». Une « neutralité » de façade qui fait bien le jeu des antifas... Le tract, les images présentes sur les affiches en question, la réponse d'un modérateur et la contre-réponse des auteurs sont encore lisible dans le forum interne (accessible après inscription) de Paris-luttes.info – par contre les groupes antifascistes à l'origine du rassemblement n'ont pas cru bon de s'exprimer la-dessus...

14 Avec cette périphrase pudique on indique toute une panoplie vestimentaire (qui peut aller jusqu'aux gants) et qui est l'expression visible de la soumission des femmes (à partir de 13-14 ans) aux préceptes de l'islam et à l'autorité du père ou du mari. Peut-on cautionner un tel « choix » ? Peut-on parler de « liberté », dans ce cas ?

15 Voir l'article d'Ornella Guyet *Pourquoi je n'irais pas au rassemblement contre l'islamophobie aux côtés de l'UOIF*, publié sur Street Press le 27/02/2015 ou celui d'Hassan Aglalal, *Assez de Participation et Spiritualité musulmanes dans nos luttes !* publié sur Confusionnisme.info le 3 mars 2015. On se souviendra aussi de la fatwa de l'UOIF du 6 novembre 2005, quand, au beau milieu des émeutes, ils interdisaient à tout musulman de « *participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens privés ou publics* ».

# CONTRE LE RACISME ET L'ISLAMOPHOBIE

AUTODÉFENSE POPULAIRE



## RASSEMBLEMENT

dim. 18 janv.

14h à Châtelet  
(fontaine des innocents)

*ruption. Le dernier châti-  
ment a été administré par  
Hitler. Avec tout ce qu'il  
leur a fait — et bien qu'ils  
[les Juifs] aient exagéré les  
faits —, il a réussi à les re-  
mettre à leur place. C'était  
un châtiement divin. Si Al-  
lah veut, la prochaine fois,  
ce sera par la main des  
croyants »...*

Même EELV ont eu la  
décence de retirer leur  
participation au meeting  
de Saint-Denis... Et chez  
nos antifas, ça donne  
quoi ? Ce compte-rendu :  
« *Le meeting d'hier soir  
à la Bourse du travail de  
St-Denis a été un succès  
avec sans doute au moins  
600 participantEs !* »<sup>16</sup>.

Qu'importent les pires

réactionnaires, amis des fascistes ? On ne crache pas sur la visibilité devant 600  
personnes ! On ne crache pas dans la soupe (politique) que l'on mange !

Et malheureusement cette drague éhontée aux pires relents réactionnaires de la  
part des antifas, de crypto-maoïstes en manque de « masses » et d'universitaires  
racialistes continue. Certes, plus dans les universités et les Bourses du Travail  
que dans la rue, mais cela n'enlève rien à la myopie d'une telle politique qui ne  
fait que le jeu de ceux qui portent une vision du « choc des civilisations ».

C'est grâce au site fourre-tout Paris-luttes.info qu'on peut savoir ce qu'on a perdu  
en évitant de se pointer à Saint-Denis, le 6 mars dernier : « *Le simple fait que cette  
réunion ait eu lieu est une bonne chose* »<sup>17</sup>. S'ils le disent... Mais ils reconnaissent  
pourtant que, « *évidemment il y aura des tentatives de manipulation. De la part des  
partis politiques, manipulations très courantes dans les luttes sociales. Mais aussi*

16 De leur page Facebook, 7/03/2015.

17 Retour écrit et vidéo sur le débat contre l'islamophobie à Saint-Denis le 6 mars 2015, pu-  
blié le 26/03/2015 sur Paris-luttes.info

*des tentatives de récupérations religieuses.* » A la bonne heure ! Au final, cette récupération est tellement grossière que même eux ne peuvent plus la nier. C'est le cas quand Ismahane Chouder, membre de Participation et Spiritualité Musulmane feint de s'étonner que l'on veuille « *lutter contre l'islamophobie sans les musulmans, ou alors seulement avec ceux qu'on juge bons, et dont il faudrait jauger au préalable l'irréprochabilité* ». Un peu comme dire : au nom de la lutte contre l'islamophobie il faut accepter tous les musulmans, y compris les fanatiques comme... le PSM ! C'est un peu ce qu'écrivaient déjà en 2012 Nicolas Pasadena et les autres signataires de l'appel « *Libertaires et sans-concessions contre l'islamophobie !* »<sup>18</sup>, en cautionnant communautarisme et conservatisme à la sauce religieuse. Tout en définissant le combat antireligieux (qui, même s'ils l'oublent, est une partie importante des idées libertaires et anarchistes) comme « primordial » et « primaire », ils finissent leur texte comme-ça : « *nous affirmons en tant que libertaires notre solidarité avec celles et ceux qui luttent et s'auto-organisent contre cette oppression [l'islamophobie]* ». Tous, sans distinctions ? Même PSM ? Ou Samy Debah et ses copains du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dont le porte parole Marwan Muhammad disait en novembre 2012 au Monde<sup>19</sup> qu'« *à droite, l'islamophobie est alimentée par un discours sur l'identité ou la sécurité ; à gauche, par la défense de l'égalité hommes-femmes et la laïcité* ».

En effet, on est pas mal à rester convaincus de la nécessité de l'égalité, encore loin d'être acquise, entre hommes et femmes (et tous les autres genres ou non-genres), même si pour certains il s'agit d'une forme d'universalisme occidental qui opprimerait les « minorités religieuses ». Et quant aux dieux, on les emmerde !

## QUARTIERS POPULAIRES ?

Mais la mode crypto-maoïste qui consiste à fantasmer sur les « croyants » des « quartiers populaires » ne touche pas seulement les antifas. Toujours sur Paris-luttes.info, par exemple, on a pu lire cette perle : « *Coulibaly n'est pas un monstre, c'est le résultat d'une société dégueulasse et sans espoir. C'est un prolétaire perdu, qui n'a trouvé son refuge que dans une idéologie réactionnaire.* »<sup>20</sup> On nous dit que déjà avant sa « radicalisation » religieuse, l'« islamiste » (on remarquera

---

18 Publié sur le site bboykonsian.com le 27/09/2012. Sur la mauvaise fois démontrée dans ce texte, avec notamment une citation de Fanon qui lui fait dire le contraire de ce qu'il voulait dire (en gros, qui lui fait défendre la religion...), voir la *Réponse à l'appel des libertaires contre l'islamophobie*.

19 Stéphanie Le Bars, *Les musulmans veulent que soit reconnue la réalité de l'islamophobie*, publié dans *Le Monde* du 1/11/2012.

20 *Combs la Ville (77)* : « *Depuis ce jour, Amedy Coulibaly déteste tout ce qui touche à la police* », publié sur Paris-Luttes.info le 16 janvier 2015.

que c'est l'auteur qui met les guillemets !) Coulibaly détestait les flics. Cela parce que quand il était tout jeune un ami est mort dans ses bras, assassiné par les bleus lors d'un cambriolage qui s'est mal terminé. En gros, qu'il n'était pas responsable, parce que tout est la faute de la misère, des malheureuses circonstances de sa vie. Mais si les circonstances sont responsables de tout, alors cela veut dire que personne n'est responsable de rien. Ce déterminisme sociologique de comptoir ne saurait pas effacer la responsabilité individuelle. Que dire, sinon, des autres exploités qui prennent le chemin opposé et deviennent flics ou matons ? Eux non plus ne sont pas responsables, ils sont juste le produit des circonstances ? Et ils sont où les responsables, alors ? Les bourgeois non plus n'ont pas choisi de naître ainsi, si on veut aller au bout de cette pensée sociologiste et crypto-bourdieusienne. C'est la faute au « système capitaliste » et pas aux individus ? Et alors on attend sagement que le processus historique (ou le bon dieu) nous emmène enfin vers le paradis sans avoir à bouger le petit doigt...

Les circonstances extérieures, sociales, ont sûrement une influence sur nos choix, mais celles-ci restent, et pour toujours, nos choix. Chacun en porte la responsabilité toute entière, ou presque. Nous sommes beaucoup à détester les flics. Et là un exemple bien précis me vient à l'esprit. Il s'agit d'un autre jeune qui a vu un ami mourir dans ses bras, assassiné par un flic. Tout comme Coulibaly. Mais ce jeune-là n'a pas embrassé une quelconque connerie religieuse, il n'est pas devenu un massacreur fanatique qui tire dans le tas. Il s'en est pris aux vrais responsables de ce meurtre-là et de trop d'autres, il s'est battu et se bat contre l'État. Il s'appelle Nikos Romanos, il est anarchiste, il est révolutionnaire. Pas un anti-raciste déconstruit qui flâne dans sa fac' ou un antifa bon à faire des graffitis. Romanos s'est mis en jeu, pour de vrai et pour un idéal de liberté. Il a essayé et essaye encore de répondre à la mort de son ami Alexis (assassiné par un flic à Athènes le soir du 8 décembre 2008) et de trop d'autres, en combattant l'État et ses sbires. Lui, il est « des nôtres », parce que pour nous, anarchistes, révolutionnaires, les « nôtres » ne sont pas les opprimés quoi qu'ils fassent. Mais bien tous ceux qui essaient de lutter contre l'oppression – pour eux-mêmes et pour les autres.

Les « nôtres » ? En effet, sur le blog Quartiers Libres (« libres » de l'État, mais sous l'emprise d'autres formes d'autorité) on peut lire : « *Comme si les frères Kouachi n'étaient pas des nôtres. Ils sont, comme nous, des produits des ghettos et du mépris républicains* »<sup>21</sup>. Pourquoi les auteurs font ce parallèle entre eux-

---

21 *C comme Complot et Charlie*, publié le 16/01/2015. Ce passage est précédé par la phrase « *Le drame et la stigmatisation des habitants des quartiers poussent bon nombre des nôtres à trouver dans ces multiples versions des faits des récits qui dédouanent et déresponsabilisent de tout lien avec les attaques.* ». Mais la bonne volonté de démonter le complotisme le plus grossier n'enlève rien au simplisme déterministe de ce texte.

mêmes, de non mieux définis « habitants des quartiers populaires » et les frères Kouachi ? Parce que ces derniers étaient des galériens d'origine maghrébine ? Ou des musulmans ? Et alors ? Il étaient aussi des fous de dieu. Il étaient aussi des connards d'assassins tirant indistinctement sur tout ce qui leur est passé sous le nez. C'est quoi, encore, ce déterminisme apologétique ? Tous les galériens et tous les maghrébins ne sont pas des Kouachi, fort heureusement ! Et s'ils ne le sont pas, ce n'est pas parce que leur vie a forcément été plus facile, la misère et les humiliations racistes moins dures, mais parce qu'ils ne veulent pas l'être. Ils le choisissent ! Exactement comme les Kouachi et Coulibaly ont choisi d'être des assassins, ce qu'aucune explication sociologique n'excusera.

À travers toute une rhétorique sur « *les nôtres* », les « *frères et sœurs des quartiers populaires* », les « *croyants* »<sup>22</sup>, le blog Quartier Libres entretient un communautarisme identitaire assez ambigu, avec des bases bien plus culturalistes que de classe. L'impression qu'on en tire est que pour ses rédacteurs la lutte contre le racisme passe par l'exaltation identitaire de tout ce qui viendrait de ces « *quartiers populaires* ». C'est le cas par exemple avec la fierté identitaire. Dans la page « *graphik guerilla* » du blog, m'a surpris la section « *La rue est arabe* ». Non, la rue n'est pas arabe. À Barbès comme partout ailleurs, elle est habitée par une multitude d'individus tous différents. Parfois il y en a qui correspondent à l'image que les médias et les préjugés racistes ou nationalistes identifient comme « *arabes* ». Mais c'est tout. Et c'est déjà trop. Parce que, qu'est-ce qui rassemble un Kabyle et un Palestinien, une femme née en région parisienne et une née au Maroc, sinon justement des préjugés (parfois acceptés par les intéressés eux-mêmes, d'ailleurs – ou par leurs autoproclamés porte-paroles) ? Ça serait le fait relatif, à vérifier cas par cas, d'appartenir à la catégorie des « *musulmans* » ? Ah bon ? Un peu flou, non ? Et n'oublions pas que ces types de catégories sont souvent utilisées par le pouvoir pour nous maintenir soumis. C'est l'État ou l'un de ses concurrents (une religion par exemple) qui les utilise pour exploiter ou marginaliser certains secteurs de la société, pour les garder séparés entre eux. Pourquoi cette femme née en région parisienne devrait se sentir plus proche de cette autre née au Maroc, que de n'importe laquelle de ses voisines, même née en Bulgarie ? Parce que les deux premières subissent le même racisme ou bien la même oppression sexiste sous couvert de « *leur* » religion et de « *leurs* » traditions ? Ne serait-ce pas mieux

---

22 On trouve parfois sur le blog Quartiers Libres une rhétorique religieuse explicite, comme dans un article-sermon qui prône la tolérance quant aux choix sexuels et de genre, en s'appuyant sur l'indulgence dictée par la religion. Ce post, au titre inspiré *Sur la terre comme au ciel* (21/03/2014), se termine par ces mots pieux : « *Avoir la Foi ou des convictions implique qu'on ne transige pas. On ne transige pas avec les injustices, elles sont le fait des humains. Ainsi, la seule chose dont nous avons à répondre ici-bas ou devant l'Éternel, ce sont nos actes* ». Ou le retour de la théologie révolutionnaire...

que les personnes se solidarisent sur la base de leurs tentatives de se libérer de toutes les oppressions, des préjugés racistes, nationalistes, communautaires ?

Les rédacteurs de Quartiers Libres devraient aussi arrêter de minimiser, voire justifier, les relents racistes parfois présents dans cette « *partie non négligeable des classes populaires [qui] se reconnaît et s'identifie à la résistance du peuple Palestinien* », comme par exemple avec la description édulcorée qu'ils font des émeutes racistes qui ont eu lieu à Sarcelles le dimanche 20 juillet 2014 : « *Les provocations de la LDJ, la présence policière massive et l'interdiction donneront lieu à des affrontements et des violences, taxées elles aussi d'antisémitisme* »<sup>23</sup>. Taxées ? Pourquoi, vous appelez comment l'incendie d'une épicerie casher et le saccage d'autres commerces identifiés comme juifs dans un quartier pauvre ?

Est-ce que souffler sur le feu du communautarisme et de la fermeture identitaire est le but de ce « *collectif d'individus* » qui a pour ambition de « *diffuser des idées et des analyses qui manquent* »<sup>24</sup>? Ce qui les amènent, eux qui justement dénoncent le discours culturaliste qui a été collé sur les habitants des « *quartiers populaires* » pour effacer les problématiques d'exploitation, à adopter un discours culturaliste contraire, exaltant ces mêmes stéréotypes que l'État abhorre. Tout cela pour finir avec le fin constat que ce qu'il faut à la « *gauche* » pour s'ancrer dans les « *quartiers* » ce ne sont pas les « *discours révolutionnaires ou machin... de classe* », mais... des écrivains publics !

Dans cette guerre sainte en défense de l'islam, même les bouffons universitaires d'AQNI-La Sulfateuse, pour une fois autoproclamés analystes, se mettent à pondre des injonctions au respect des religions. « *La critique de la religion est une critique aussi idéaliste que le discours religieux lui-même. Il serait bon que les "camarades" anarchistes en finissent un peu avec la métaphysique et la bigoterie anticléricale* ». Et là, les bouffons relativistes du milieu ne sont plus drôles du tout.

Parce que la critique de la religion est toujours nécessaire, aussi pour combattre le confusionnisme « déconstruit » et misérabiliste qui est le leur. Plus loin ils continuent en disant que : « *[...] notre pays a [...] une histoire coloniale et pétainiste, et une tradition antisémite et raciste ; toute analyse du « sionisme » et de « l'islamisme » en France doit partir de l'analyse de ce contexte historique particulier. [...] De même, toute critique de la religion juive, ou de la religion musulmane, en France, lorsqu'elle n'émane pas des concernés eux-mêmes, c'est-à-dire des croyants ou des personnes socialement apparentés à cette croyance et à la culture à laquelle*

---

23 Mobilisation pour Gaza : la rue parle arabe ! Publié le 14/04/2015.

24 Cf. la présentation de Quartiers Libres (vers la minute 56'), dans le documentaire au titre ridicule (au vu de ce qu'est l'antifascisme aujourd'hui en France) : *Acta non verba*.

*elle est associée, doit aussi prendre en compte cette dimension.* »<sup>25</sup> Non, bien qu'il soit indispensable de tenir compte des facteurs historiques et sociaux, ce n'est pas un « certificat d'origine », une traçabilité génétique ou un arbre généalogique qui pourra me donner ou pas la légitimité pour critiquer une quelconque religion. Cette critique devra être évaluée non sur la base de la couleur de la peau ou « l'origine » de ceux qui l'élaboreront, mais par la profondeur et la pertinence avec lesquelles elle sera faite, et les possibilités révolutionnaires qu'elle ouvrira.

## **LE PROBLÈME N'EST PAS L'ISLAM RADICAL, MAIS L'ISLAM MODÉRÉ**

De fait, les djihadistes sont des ennemis reconnus par tout le monde, puisque le seul moyen de « composer » avec les tenants d'une guerre (sainte), c'est la guerre. L'islam « modéré », au contraire, en tant que religion comme plein d'autres, pose le même problème que posent toutes les religions : celui de l'autorité.

Il n'est nullement le cas, ici, du questionnement sur ses limites et sur l'inconnu, l'inconnaissable. L'enchantement du monde et de la vie est une expérience très « terrestre », qui est niée à son plus haut degré justement par ce qui prétend la remplacer avec de la métaphysique : la religion, précisément.

Une religion est en effet un ensemble de croyances métaphysiques qui portent en elles des règles de vie bien précises, basées sur la tradition et la morale, auxquelles l'individu doit se soumettre. Il s'agit d'un rapport social, une forme de mise au pas de chaque individu et des masses dans leur ensemble. Elle recouvre en outre un rôle de justification du pouvoir, de garant de la tradition et de l'ordre établi, plus généralement d'une certaine « pacification » sociale. Cela à travers une interprétation organiciste de la société, une exaltation des hiérarchies, le refus de l'autonomie individuelle. Souvent la religion est aussi un moyen de diriger la conflictualité sociale vers des cibles fictives, ou de la brider en faisant miroiter un paradis futur. Le paradis, ce triste mensonge qui garantit la paix pour les puissants, ici et maintenant. En donnant un espoir dans la transcendance, la religion étouffe la plupart des poussées révolutionnaires des exploités ici-bas et maintenant. Le beau passage de Bakounine, « *Si Dieu existait réellement, il faudrait le faire disparaître* »<sup>26</sup> pointe précisément le fond du problème de la religion : l'idée de divinité est la base conceptuelle de l'autorité et sa contrepartie, la foi, celle de l'acceptation de la servitude.

---

25 *La confusion qui vient*, publié le 6 février 2015 sur Paris-Luttes.info.

26 M. Bakounine, *Dieu et l'État*, 1882.



[Affiche du CAPAB, qui combat le fascisme avec Dieu dans son coeur humble.]

Il faut être clair : la critique révolutionnaire de la religion, de toutes les religions, se place sur ce terrain et sur ce terrain seulement. Je ne critique pas la religion parce que je n'aime pas les préceptes de telle ou telle religion, ou parce que je n'aimerais pas ses fidèles pris un par un. Je critique la religion parce qu'elle est justement contre-révolutionnaire dans son essence même, et que donc, lutter pour la liberté religieuse, c'est lutter contre toute possibilité révolutionnaire. Un vrai projet révolutionnaire ne se fera ni contre ni avec « les croyants » *en tant que croyants*, mais contre toutes les Églises, les clergés, et surtout les pensées réactionnaires

qui ne visent qu'à nous faire accepter le *statu quo* de ce monde d'autorité. Il se fera avec des individus qui se sont libérés de leur entraves religieuses, traditionalistes, communautaires et morales, ou qui, au minimum, tentent de le faire.

Une religion est aussi un marqueur identitaire, porteuse d'un sentiment de communauté entre tous les coreligionnaires, et de séparation avec les autres. Cela fait que les préceptes religieux n'ont pas seulement un rôle qu'on pourrait considérer comme expression d'une foi individuelle (des foutaises comme le « salut de l'âme »), mais ils deviennent des normes identitaires. Si le hasard m'a fait naître dans une famille originaire, disons, du Portugal, je serai probablement amené à me considérer comme catholique, sans que je ne l'ai jamais explicitement choisi ni que je me sois jamais posé sérieusement la question de ce qu'est pour moi la religion. Cependant, je chercherais probablement à être (ou apparaître) un bon



catholique, ce qui veut dire respecter tout un tas de normes religieuses et culturelles, des codes normatifs internes à la communauté des fidèles et fonctionnels pour son existence (et la persistance des rôles de pouvoir en son sein : par exemple je serai obséquieux envers les prêtres, etc.). Les frontières communautaires tendent à effacer les différences présentes à l'intérieur de cette même communauté, notamment les différences sociales, pour concentrer l'attention sur la différence avec l'extérieur, qui détermine cette même identité intérieure (suivant le clivage croyants/mécréants). Il y a donc un « nous » et un « eux », et parmi le « nous », oppresseurs et opprimés seraient censés se reconnaître comme semblables et se serrer les coudes pour la défense de supposés intérêts communs, par exemple le salut du troupeau des fidèles ou bien la nécessité de faire front commun pour combattre l'islamophobie<sup>27</sup>. Cette identité se focalise sur un seul aspect que des individus, pour le reste différents, partageraient, ici la religion (et le « racisme » qui irait avec). Mais le racisme s'enchevêtre évidemment avec d'autres formes d'oppression (par exemple sociale ou de genre) qui, elles, sont tout simplement balayées par ce type d'approche.

Une politique identitaire de ce type met en effet de côté les formes de pouvoir internes aux communautés (qui se fondent sur des normes identitaires créées précisément par ces mêmes formes de pouvoir). En gros, il y a des formes de dominations qui, parce qu'internes à une communauté (des patrons musulmans, des imams, certaines formes de patriarcat), sont cachées par l'attention portée sur l'action de l'ennemi extérieur (le racisme). Comment sortir de ce marécage communautaire qui efface presque complètement la question sociale ? Précisément, à mon avis, en remettant celle-ci (dans toutes ses imbrications avec le racisme, la domination de genre, etc.) au centre de l'action. Cela signifie refuser de jouer le jeu de l'autorité, qui vise à diviser les exploités entre eux et les lier avec des secteurs d'exploiteurs sur des bases identitaires.

Ce n'est pas la première fois que des « révolutionnaires » en manque de masses essayent de fédérer en utilisant la religion ou en s'alliant directement avec les hiérarchies religieuses (ou encore que les culs bénits cherchent à intégrer et transformer à leur sauce les théories et pratiques révolutionnaires). Ça va de Tolstoï à Chavez pour le christianisme, en passant par Gershom Scholem et Martin Buber pour le judaïsme. Au fond, quand Hélder Câmara, l'archevêque de la théologie de la libération, donne une interprétation marxiste et « révolutionnaire » des évangiles ou de la vie de Jésus ou de François d'Assise, il va exactement dans la

---

27 Ou la « cathophobie » comme on peut l'entendre depuis les « Manifs pour tous »... Pourquoi le Printemps Français, en tant que représentant d'une petite minorité de cathos-croisés, ne jouirait-il pas lui aussi de ses petits particularismes à la con ?

même direction que nos gauchistes. Mais se souviennent-ils que l'idée même de révolution est quand même née, aussi, d'une opposition radicale et destructrice à l'oppression religieuse, fondement du pouvoir ? Est-ce qu'on se souvient aussi de cet autre barbu qui à écrit, lui : « *La religion est l'opium du peuple* » ?

Mais revenons sur le rôle de l'islam dans la France d'aujourd'hui. L'enjeu, ici, est la mise au pas morale, et dans un sens absolument compatible avec les « valeurs républicaines », de secteurs de population qui se trouvent souvent parmi les exploités. Ce « revival » de l'islam auquel on assiste parmi de jeunes génération issues de l'immigration depuis des pays largement musulmans, a été en effet favorisé, ou du moins toléré, par l'État. Ça a été le cas par exemple en prison, comme le dit Abdel-Hafed Benotman<sup>28</sup>, où l'augmentation des conversions a notamment porté à une « accalmie » des détenus. Mais les effets les plus marquants sont bien sûr visibles dehors. Dans les si fantasmés « quartiers populaires », quel rôle ont joué la hiérarchie islamique et plus largement la morale religieuse, lors des émeutes ?

La liste des « violences urbaines » est longue, depuis celles de Vaulx-en-Velin (et plus généralement de la banlieue lyonnaise) pendant toutes les années '90, de Toulouse en '98, de Strasbourg en 2002, jusqu'à novembre 2005 et Villiers-le-Bel en 2007. On pourrait remarquer que la hiérarchie religieuse musulmane y joue un rôle de plus en plus marqué dans le sens de la défense de l'ordre (républicain – et religieux). On se souviendra notamment des appels au calme des imams en novembre 2005. Ce n'est pas un hasard si en parallèle à une « montée » de l'islam parmi certaines couches de la population, on assiste à une baisse de la belle habitude de l'émeute parmi ces mêmes populations, qui sont une partie et non la totalité, de ceux qui se révoltent. J'espère me tromper et voir encore la France s'embraser, demain peut-être. Mais dans ce cas, on sera obligés de tenir compte de la position que tiendront très probablement beaucoup d'imams, habitués à prêcher à l'ombre de la République. Oui, parce que les salafistes ne sont qu'une petite minorité agitée comme épouvantail, mais la hiérarchie religieuse musulmane, modérée ou non, sait bien tirer profit de son rôle de béquille du pouvoir. On a vu Sarkozy (*alerta*, les antifascistes !) échanger des courtoisies avec les responsables de la Grande Mosquée de Paris et on se souviendra encore des grands sourires du Premier Ministre François Fillon (*alerta*, les antifascistes !) lors de l'inauguration de la mosquée Al-Ihsan, à Argenteuil, en juin 2010.

---

28 Abdel-Hafed Benotman, *Il n'y a pas d'islamisation radicale dans les prisons françaises*, publié sur Non-Fides.fr le 23 février 2015.

Au delà des slogans simplificateurs, on voit bien que l'État n'est pas raciste par nature, bien qu'il n'hésite pas à avoir recours au racisme quand cela peut lui être utile. Le racisme est certainement bien présent, mais il ne s'agit pas de son seul mobile, et y répondre en cautionnant une parcellisation communautariste qui se baserait sur de supposées caractéristiques culturelles et/ou ethniques est un choix suicidaire.

Les appareils étatiques savent combattre certains relents racistes quand ça les arrange ou quand ils minent la paix sociale, ou encore utiliser des éléments racistes, communautaires ou religieux à leurs fins de domination. L'État peut s'appuyer sur des minorités ou même les créer, avec l'objectif de se garantir une meilleure prise sur l'ensemble de la population (cela sans ne jamais l'acquiescer une fois pour toutes, car il y a toujours des fractures sociales qui sont porteuses de tensions).

C'est l'ancienne méthode du *divide et impera*, qui a l'air de marcher toujours aussi bien. En effet, l'État voit loin, tout comme ses compères les chefs religieux. Malheureusement ce n'est pas le cas de maints prétendus « révolutionnaires », des gens pieux.

*mai 2015,  
Cassandre.*



[Rassemblement du 18 janvier 2015 contre l'islamophobie organisé par l'AFA et toute la clique Théo-compatible]

# Les fantômes de la déconstruction

Depuis déjà quelques années, on assiste, de la part d'un mélange de gauchistes en mal de déterminisme et d'intellos pour la plupart issus de la French Theory, à la recherche d'un « sujet révolutionnaire », d'un interlocuteur privilégié sur lequel coller leurs théories abstraites et qui, en même temps, leur donnerait de la légitimité politique. Ils semblent le trouver dans les victimes de service des différentes formes d'oppressions spécifiques, suivant dans cette démarche les lignes d'interprétations de leurs maîtres à penser universitaires des gender studies ou post-colonial studies. Ce sont tour à tour les femmes, les LGBT, les personnes « issues de l'immigration », ou « racisées », etc. qu'ils identifient comme victimes, sans plus (en effet c'est mieux pour eux si ces victimes se contentent d'être telles et n'ont aucune volonté propre de révolte !). Au passage, la question sociale est souvent oubliée ou reléguée en position secondaire. Un bon joker, toujours prêt à être sorti (et qui lui, intègre des éléments sociaux), est celui des « habitants des quartiers populaires ». Bien sûr, il s'agit d'une expression qui ne veut rien dire, on peut donc lui donner le sens qu'on veut, même avec des éléments et des interprétations contradictoires.

Voilà donc nos politiciens post-modernes, autoproclamés porte-paroles de la misère, en train de tartiner leur droit-de-l'hommeisme compassionnel. Celui-ci a pour seul but de réformer l'existant, et mène, avec la limitation des conflits qui le traverse, à un affermissement de la paix sociale. Ils exigent vérité et justice pour les victimes de la violence policière, jamais la fin tout court de la police et de ce qu'elle défend. Ils combattent l'islamophobie à côté des pires réactionnaires religieux. Ils réclament droits et reconnaissance pour les femmes et les LGBT et certaines de ces justicières alternatives nous enseignent qu'en cas



d'urgence médicale lors d'une action il faut appeler la police<sup>1</sup>. D'autres proposent de changer le monde en réformant l'orthographe...

Et toujours des requêtes au pouvoir, qu'on veut réformer et non pas abattre : plus de démocratie, un meilleur respect des droits de l'homme par la police, plus de justice et de vérité dans les tribunaux, un élargissement de la reconnaissance de la « diversité », etc. etc. Au nom d'un réalisme assez terne, ils se gardent bien de porter l'idée que la liberté ne se demande pas, mais se prend, et qu'avec l'État on ne dialogue pas, mais on le combat.

Un autre aspect bien ambigu de cette idéologie victimisante est le fait qu'elle donne la primauté (sinon le droit exclusif) à la parole et à l'action à ceux qui seraient cen-

---

<sup>1</sup> Ainsi dans la brochure *Le manuel de la justicière lesbienne, un guide pratique pour faire la révolution à sa façon*, anonyme, éditions Les Farfadettes, Nancy, pour la seconde édition française, en juin 2015, p. 24. Dans une note les traducteurs disent qu'on peut aussi faire sans la police. Merci.

sés appartenir aux différentes catégories abstraites de victimes des diverses formes d'oppression. Tout ce qui viendrait d'eux, des « frères des quartier populaires », par exemple, devrait donc être accepté de façon acritique. Ceux qui par contre n'appartiennent pas à la catégorie de victimes dont il est tour à tour question sont priés de la fermer et, au maximum, de faire acte de présence solidaire, mais en retrait, de façon à ne pas se « substituer » à ceux qui seraient plus opprimés qu'eux.

Il y a souvent une nette confusion entre la lutte contre l'oppression et le culte de la victime de cette oppression, ce qui mène en premier lieu à la charité et à une forme de misérabilisme paternaliste. Mais cela peut porter aussi, plus sournoisement, à une justification de sa propre inactivité pratique. En gros, si tu n'es pas la victime, tu es illico dans une situation de privilège et tu n'es donc pas légitime pour agir contre l'oppression.

On assiste aussi à la diffusion, sous couvert de « déconstruction des privilèges », d'une interprétation binaire et manichéenne du monde. Il y aurait une ligne de démarcation nette, indépassable et établie abstraitement entre victimes et bourreaux, colonisateurs et colonisés, hommes et femmes, oppresseurs et opprimés. Tout le bien du côté des (supposées) victimes, tout le mal du côté des (supposés) privilégiés. Mais que faire alors, des individualités qui ne rentrent pas dans leurs schémas sociaux ?

Il s'agit là, en effet, d'une vision qui repose sur des catégories extrêmement schématiques et qui efface la diversité de la réalité. Celle-ci est bien sûr complexe et non-linéaire, un carrefour dans lequel celui qui est opprimé dans un aspect de sa vie peut être un oppresseur dans un autre aspect. Mais l'interprétation binaire simpliste efface les individus de chair et d'os, leurs situations concrètes et complexes, leurs responsabilités individuelles et surtout leurs choix, y compris celui, fondamental dans une optique révolutionnaire, de se révolter contre cet état des choses. Nous avons ici à faire à des abstractions, pas à des individus. Celui qui est défini comme privilégié l'est à cause de sa « position sociale » de naissance, peu importe ses idées, ses choix, ses actes. En gros, on est prisonniers des schémas grossiers d'une nouvelle morale, et la volonté individuelle n'y trouve plus aucun espace.

Pourtant l'appartenance d'un individu à la catégorie des exploités ou à celle des exploités se fonde en grande partie sur des choix individuels : je peux être issu d'une famille de la haute bourgeoisie et pourtant avoir quitté mon milieu social, quelques fois même pour devenir un révolutionnaire. Au contraire, je peux être issu d'un milieu très défavorisé et pourtant être autoritaire, etc. Mais le monde est certainement un peu plus compliqué que les idéologies qui voudraient l'expliquer en le réduisant à quelques schémas intellectuels ou socio-culturels.

Un tel culte de la victime est souvent accompagné par l'habitude malsaine de juger les idées et les mots avant tout à partir de qui les exprime, de quelle serait sa

« situation d'oppression », plutôt que sur la qualité des contenus. Ainsi, l'opinion d'une personne « racisée » sur le racisme serait forcément plus correcte que celle d'un « blanc », et ce quels que soient leurs parcours respectifs. Et on se retrouve alors à « compter les points », comme dans un sinistre concours des malheurs (un tel est pauvre et noir, mais homme et hétéro, par contre une telle est une femme lesbienne, mais blanche et moins pauvre...). En disant ceci je ne veux pas mettre en doute l'importance du témoignage de l'expérience de celui ou celle qui vit directement une forme précise d'oppression, mais faire remarquer que la consommation muette et acritique de ces témoignages ne suffit pas.

Si la victime d'une oppression spécifique est la seule à avoir de la légitimité (ou le plus de légitimité) pour parler de cette oppression, tout discours essayant de s'opposer à toutes les oppressions dans leur ensemble sera dévaluée et considéré comme illégitime. Et on en arrive à demander à l'État (ou à un de ses concurrents autoritaires) des solutions partielles à des cas limités.

Dans un cas bien pire, cette attitude peut aussi porter à une acceptation de tout ce qui peut venir des « victimes » de service, ou plus précisément de leurs porte-paroles. Ce qui provoque souvent le simple remplacement de certaines formes d'oppression par d'autres. Par contre, toute critique et toute tentative de dépassement du problème particulier est refusée d'emblée parce que venant des supposés « privilégiés » porteurs d'« universalisme ». En contrepartie on assiste à la diffusion d'un relativisme qui, sous couvert de l'illégitimité d'une critique venant de l'extérieur à une situation donnée, amène à l'attitude confortable de fermer les yeux devant certaines formes d'oppression, notamment celles provenant, ou présentes au sein des « minorités opprimées ».

Si on veut porter une perspective révolutionnaire, on doit refuser cette forme d'inaction qui voudrait reconnaître aux seules personnes directement concernées la légitimité de critiquer une oppression spécifique. Il s'agit là aussi d'une forme de paternalisme particulièrement sournois, qui ne veut pas « secouer » la pauvre petite victime, et qui du coup accepte tout et n'importe quoi venant d'elle, mais qui la pérennise et l'isole dans sa victimisation. Au contraire, je pense qu'il faut éviter la confusion entre la lutte révolutionnaire et la défense d'une certaine identité, même « opprimée ». Cette dernière attitude mène directement au communautarisme, avec la fermeture et les autoritarismes qui vont avec. On nous somme de « respecter » les opprimés, mais est-ce du « respect » que d'éviter de critiquer un des aspects de leur oppression, même si il semble choisi ? Quand quelqu'un dit « Je suis musulman (ou juif, ou chrétien) », il est en train de dire : « une de mes chaînes et une des raisons de ma séparation sociale identitaire est l'islam (ou le judaïsme, ou le christianisme) ». Souvent il ne s'en aperçoit même pas. Est-ce que taire cela, ne pas affronter les problèmes serait une forme

de respect ? N'est-ce pas une façon d'amoinrir les « victimes » que de les voir seulement comme telles, incapables de se prendre en main de façon autonome et, entre autre, de se libérer de leurs chaînes (idéologiques aussi) ? D'éprouver le désir d'une vie différente, de vouloir la révolution ?

Quiconque se ferait porteur d'une tentative d'élargir le discours au delà de l'exemple ponctuel ou encore d'une critique qui oserait pointer du doigt les limites de la sacralisation de la parole de la « victime » (même s'il s'agit de conneries du genre « Dieu est grand » ou des appels à l'État pour qu'il garantisse la sécurité des rues pour les femmes la nuit) serait traité d'opresseur, un mot à la mode dans un certain milieu « déconstruit », mais qui ne veut plus rien dire, car applicable à tout et à tous, tout le temps. Ou bien serait accusé de faire un discours « universaliste », parce que dans cette bouillie relativiste qu'est le « milieu », porter des valeurs de fond, telles que la liberté individuelle ou la nécessité d'une rupture révolutionnaire, est, dans les pires cas, vu comme un comportement qui opprimerait l'autre (par exemple ceux qui se contentent de ce monde ou d'une absolument inoffensive « déconstruction de ses propres privilèges »...). L'hégémonie d'un tel relativisme, dans le « milieu » français, voudrait cantonner tout effort révolutionnaire clair à une expression d' « universalisme occidental ». Vouloir partir de soi-même pour viser une liberté pour chacun, dans ce monde à l'envers qui prône le communautarisme et un relativisme libéral, deviendrait ainsi un signe de privilège...

Et j'ajoute au passage que, d'une perspective anarchiste qui est la mienne, il n'y a pas d'oppressions spécifiques qui ne concernent que ceux qui les subissent spécifiquement, étant donné que la liberté est indivisible et toute limite à la liberté de quelqu'un est une limite à ma propre liberté aussi. Je ne saurai donc pas me contenter d'une « liberté » contenue par une quelconque chaîne, aussi « minoritaire » ou exotique soit-elle !

Pourquoi ne pourrait-on pas juger les idées et les actions selon leur degré propre de possibilités émancipatrices ? Pourquoi accepter un relativisme au rabais qui, sous couvert de critique de l'universalisme de la pensée « occidentale », rejette aussi ce qui a pu en ressortir de bon (entre autres l'idée de révolution sociale visant la liberté universelle) ? Pourquoi des idées de merde auraient le dessus sur des idées de liberté seulement parce que ces premières « appartiendraient » aux « opprimés » ? Cela servirait à quoi, sinon précisément à figer ceux-ci (et plein d'autres, d'ailleurs, sur lesquels ces idées ou « traditions » sont collées sans leur consentement) dans leur statut d'opprimés ? Ou bien cette attitude servirait-elle aussi de justification indirecte à la paresse intellectuelle et pratique de tant de « révolutionnaires » ?



Ceux qui, sous couvert d'un manque de légitimité pour parler ou agir « à la place » des victimes des différentes oppression, limitent leur action à une forme de compassion impuissante ou à des galimatias théoriques misérabilistes, que « leurs » opprimés ne liront d'ailleurs jamais...

Comme je le disais plus tôt, je ne veux pas dévaluer l'importance du témoignage de la victime d'une oppression spécifique pour ce qui concerne cette oppression. Mais la question est ailleurs. Je parle ici de l'analyse nécessaire à la tentative de mettre fin à cette oppression spécifique dans le cadre d'une lutte révolutionnaire contre toutes les oppressions. Il s'agit d'une analyse des différentes formes de pouvoir qui, dans cette société, s'imbriquent et s'impliquent mutuellement, aussi avec certains degrés de gréganisme volontairement acceptés. Elle peut, évidemment, être élaborée par quelqu'un qui n'est pas directement concerné par chacune de ces oppressions particulières. L'élaboration de cette analyse revient en fait à chaque révolutionnaire, qui se définit comme tel non pas à partir de ses origines ou de sa situation de victime d'une oppression quelconque, c'est à dire de la liste plus ou moins longue de ses malheurs ou de ses identités sociales, mais à partir de son engagement pour mettre fin à l'autorité sous toutes ses formes. Une telle analyse n'a pas pour but la simple connaissance, visant à démontrer à quel point cette société est cruelle, mais doit viser à nous donner des armes pour l'attaquer, ici et maintenant.

Une lutte réelle contre la domination dans tous ses aspects ne sera pas une simple addition de revendications particulières, une « alliance entre toutes les minorités opprimées qu'elles soient religieuses, nationales ou sexuelles »<sup>2</sup>. Celle-ci resterait embourbée dans un marécage de demandes partielles, et il serait facile pour le pouvoir (étatique, économique, moral) de les mettre en contradiction et en concurrence entre elles, en satisfaire une partie... On voit déjà une telle convergence des « luttes » (plutôt des pleurs) tirer la corde dans une tentative impossible de faire aller ensemble des revendications contradictoires. Ainsi Christine Delphy, militante féministe de renom (et chercheuse bien rémunérée au CNRS) fustige le prétendu « racisme » d'autres féministes qui rejettent le « droit » des femmes musulmanes à porter le voile, en les accusant de connivence avec l'islamophobie...<sup>3</sup>

---

2 Communiqué du groupe parisien de la CGA, « *Du colonialisme d'hier au racisme d'État d'aujourd'hui* », publié sur Paris-luttes.info le 24 mars 2015.

3 C. Delphy, « *Feminists are failing Muslim women by supporting racist French laws* », in *The Guardian*, 20 juillet 2015. Déjà dans la première moitié des années 2000, face aux manipulations idéologiques du gouvernement américain lors des guerres en Afghanistan et Irak,

Au contraire, une démarche vraiment révolutionnaire serait celle qui, à partir des cas concrets de domination, chercherait une voie pour les dépasser, afin de faire tomber la domination dans son ensemble, tant politique qu'économique, qu'idéologique ou morale. Il ne s'agit pas de me limiter à analyser et déconstruire les aspects de mon « moi » social qui me mettraient dans une position de privilégié. Une telle démarche fait de moi un automate sans volonté, et oublie complètement qu'à partir d'une situation donnée, chacun de nous peut parcourir un chemin individuel, propre à lui seul. C'est sur ce chemin, à partir de ces choix individuels, et non à partir de catégories abstraites, que je veux trouver des complices. Des révolutionnaires (ou simplement des révoltés) qui ont choisi de l'être et agissent en conséquence en identifiant et en essayant de frapper les points faibles de la domination, pas des quidams qui colleraient avec des images fantasmées de « victimes » de... tout et n'importe quoi ! Et qui seraient déterminés dans leurs actions par le « sens » ou le « moteur de l'histoire », ou n'importe quelles autres conneries, entre religions spirituelles et religions matérialistes... Une vision qui se base sur le concept de victime mène en effet directement à l'impuissance et à la négation de la volonté individuelle (on y remarquera, là aussi, une forte dose de déterminisme). En effet, une telle interprétation des conflits qui traversent la société porte, dans le meilleurs des cas, à éviter la prise de position, avec l'excuse de l'illégitimité à parler et/ou agir.

Quand je vois certaines prises de position du « milieu » français, par exemple par rapport au racisme ou à l'oppression des femmes, j'ai l'impression de me trouver face à tout un carcan de fantasmes idéologiques qui éloignent toujours plus la possibilité de l'action. L'attention exclusive pour le quotidien, le personnel, les affects et les rapports interpersonnels pousse à négliger complètement la recherche de perspectives concrètes d'action et, au final, nous fait perdre de vue toute perspective révolutionnaire. Je ne veux pas nier l'importance de l'effort, qui revient à chacun de nous, d'éviter de reproduire des comportements autoritaires. Nous sommes tous des enfants de ce monde et nous en portons des caractéristiques, qu'il faut essayer d'éradiquer ou neutraliser. Mais qu'on arrête de caricaturer en réduisant l'« oppression » à des catégories abstraites qui nient les individus, et la « liberté » seulement à des choix de rapports interpersonnels, comme si les structures de pouvoir externes aux individus (par exemple l'État et toutes ses manifestations concrètes) n'existaient pas.

Kropotkine écrivait en 1887 qu'« un édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosifs ». Il disait, à raison, que la dyna-

---

Delphy défendait le « droit » des femmes afghanes de porter la burqa...

mite ne suffirait pas, non qu'elle ne servirait pas. Et aujourd'hui on peut voir maintes « révolutionnaires » faire un gros travail sur eux-mêmes et leurs propres contradictions, afin d'être les moins oppressants du monde, tout en cautionnant de facto, par leur attitude absolument inoffensive, les structures de pouvoir externes à eux-même et leur petit monde. Ce n'est certainement pas un hasard si cette déconstruction des micro-pouvoirs inhérents aux comportements individuels est tolérée, voir encouragée, par l'État démocratique... La question que je pose est toute autre, toute simple : pourquoi tant de « militants » s'engagent à déconstruire leurs propres privilèges (hommes, blancs, hétéros, issus de la bourgeoisie, etc. etc. à l'infini), mais quasiment personne ne s'en prend aux aspects concrets de ce monde et de ce qui le fait fonctionner, en l'attaquant directement ? Les structures du pouvoir et leurs collaborateurs sont là. Allons-y, au lieu de se limiter à bavarder en se regardant le nombril !

En cet été 1936 en Espagne, les compagnons (compagnons ET compagnonnes, par exemple en organisant des unités féminines de combat) ne se sont pas posés trop de questions, ils ont agi.

Veut-on s'apercevoir qu'une attitude déconstructiviste poussée, comme celle à la mode en France, au contraire, a comme conséquence l'inaction ? Quelle est une des raisons de la nullité absolue du milieu français concernant ses perspectives concrètes de lutte contre le pouvoir ? Parce que c'est bien de ne pas opprimer les autres habitants de son squat, mais est ce qu'on veut aussi se poser la question de l'État et du contrôle social qu'il exerce ? Où là c'est trop dur ?

Pour ce faire, il est justement nécessaire de refuser une idéologie post-moderne de faiblesse qui, au lieu d'émanciper l'individu, anéantit son unicité et le rend incapable de quoi que ce soit, sous prétexte de déconstruire ses privilèges. Il s'agit d'une forme d'égalitarisme par le bas, foncièrement anti-individuelle et autoritaire. Passant par la dépréciation de soi, puisqu'on ne correspondra jamais (et on ne peut jamais correspondre complètement, en tant qu'individus réels et uniques) aux carcans idéologiques de ce libéralisme mou. Au lieu d'être une tentative de réalisation de sa propre individualité, de ses rêves, dans une lutte contre toute autorité, la vie serait un parcours de pénitence soumis à une morale stricte qui nous dicterait tout ce qu'il ne faut surtout pas faire pour ne pas être rangé parmi les oppresseurs. Au lieu d'apprécier la créativité, la force, le courage et les capacités des individus, en poussant pour qu'ils deviennent nos complices dans une lutte peut-être commune pour la libération individuelle, on voudrait couper les ailes à tout le monde au nom d'une prétendue faiblesse de quelques-uns. Ne serait-il pas mieux de viser, par le haut, au dépassement des limites propres à chacun, au lieu de travailler à bâtir un espèce de monastère d'esclaves dont la caractéristique la plus partagée serait le conformisme dans la « vertu » ?

Je ne vaudrais pas mieux que n'importe quel autre prolo. Si je suis devenu athée, en voulant me libérer des foutaises religieuses, alors n'importe quel autre prolo peut le faire aussi. Si je cherche, avec toutes les difficultés et les compromis du quotidien, à porter une position conflictuelle vis-à-vis de ce monde, pourquoi d'autres ne pourraient-ils pas en faire autant ? Et, au passage, vu que je peux déjà remercier d'autres individus pour leurs suggestions et leurs exemples du passé, il se pourrait que mes projets servent d'exemple pour quelqu'un d'autre un jour. Je n'ai rien à enseigner pour autant, je veux juste vivre en cohérence avec la recherche de ma propre liberté, mais cela veut dire, aussi, me confronter à autrui, chercher des complices, m'améliorer moi-même et les autres dans des bouts de chemins parcourus ensemble.

Il y en aura pour me répondre que je suis un privilégié, que d'autres partiraient de situations plus difficiles que la mienne, et c'est certainement vrai. Après tout, dans cette logique, on est tous le privilégié et/ou l'opprimeur d'un autre. Après tout, aucun individu ne part de la même situation qu'un autre. Mais cela revient un peu à dire que rien n'est possible, puisque ceux qui vivent des situations plus difficiles et qui du coup seraient les plus légitimes à s'insurger, ont aussi le plus de difficultés à le faire, tandis que ceux qui le font déjà sont taxés, de ce fait même, d'être des privilégiés ou des avant-gardistes. Comme quoi, si on suit cette idéologie de la déconstruction, le moment serait toujours bon pour utiliser sa bouche à la place de ses mains.

Au delà de l'empathie humaine, les révolutionnaires ne sont pas là pour répondre aux souffrances des exploités de ce monde. Nous ne devons pas être solidaires de la misère et de l'oppression subie, cela relèverait de la pitié, encore une forme de religiosité. Dans une perspective révolutionnaire, nous sommes solidaires de la tentative de sortir de cette situation, de mettre fin à la misère et à l'oppression. Il n'y a rien de beau dans la misère et l'oppression : elles abrutissent et avilissent. Par contre, il y a quelque chose de merveilleux, de créateur et de profondément digne dans la révolte destructrice (et pas déconstructrice) qui veut en finir avec la misère, abolir toute autorité et ce qui la rend possible (entre autre, un gréganisme très répandu). Cela commence aussi par le refus des formes d'oppression que chacun de nous vit, mais qu'il ne voit pas, les considérant comme « normales », jusqu'à les percevoir comme une partie de ce qu'on appelle « moi » : « mes racines », « mes traditions ».

Les révolutionnaires ne doivent pas lutter pour les exploités, à leur service ou pour leur bien, mais contre l'exploitation. Cela à partir d'un simple constat : nous faisons nous-mêmes partie des exploités. Nous devons refuser cette situation d'oppression, essayer de vivre différemment, ici et maintenant, mais ces tentatives ne sont que des formes d'arrangement dans un monde fondé sur l'autorité et l'exploitation. La seule solution radicale, c'est à dire qui s'attaque à la racine du problème, est la révolte contre ce monde dans son ensemble. Une révolte qui devrait se faire avec la participation d'autres personnes qui se trouvent elles aussi

dans des situations d'oppression et, chose la plus importante, qui ont pris elles aussi la décision de mettre fin à cet état des choses. Mes alliés ne sont pas les exploités en tant que tels, mais les exploités qui se révoltent. Celui qui, au contraire, bien qu'il parte d'une situation effective d'oppression, se fait porteur d'une autre forme d'oppression, est mon ennemi.

Il serait donc temps que les gauchistes arrêtent de projeter leurs vieux fantasmes sur d'autres. Si il doit y avoir une révolution, ce ne seront pas les victimes des oppressions en tant que telles (quelle que soit leur origine ou leur couleur, quel que soit le niveau de leur exploitation) qui feront la révolution comme par magie. Plein d'exemples historiques et le simple bon sens nous montrent que quiconque vit dans des conditions de misère noire veut avant tout réduire sa misère, vivre mieux. Et cela est tout à fait compréhensible. Mais malheureusement ses désirs s'arrêtent souvent là.

Si il doit y avoir une révolution, elle sera faite par des individus, exploités pour la plus grande partie, qui décident d'en finir avec leur exploitation. Et là se posent plusieurs questions. Comment pousser vers cette « décision » ? Et je parle consciemment de « pousser », vu que bien évidemment je refuse le fidéisme marxiste dans le cours nécessaire de l'histoire (une vision implicitement acceptée, au fond, par tant d'anarchistes aussi), une excuse comme une autre pour se laver les mains et attendre sagement. Dit de façon un peu différente, mais peut-être plus intéressante : quel peut être le rôle d'une minorité révolutionnaire agissante, dans l'essor de nouvelles révoltes ?

Refusons de marcher au pas derrière la démocratie et les « valeurs de la République », mais refusons aussi de sombrer dans un communautarisme aveugle qui fait le jeu de la réaction.

Refusons les sirènes de la gauche, d'une idéologie qui pérennise notre faiblesse et qui, au lieu de libérer l'individu, le sape dans son unicité et le rend apte à s'intégrer sans le moindre conflit dans ce monde.

Laissons aux politiciens le soin de caresser « les opprimés » dans le sens du poil pour les maintenir soumis. Laissons aux intellectuels (le plus souvent payés par l'État) des questions vides comme « les subalternes peuvent-elles parler ? »<sup>4</sup>.

Lorsque les révoltés, dont nous sommes, parlent de liberté, ils le font à travers la révolte en acte.

Cette démarche est difficile, elle demande lucidité et fermeté. Ce n'est pas un pari gagné d'avance, mais c'est le pari de la révolution, de la liberté !

juillet 2015,  
**Cassandra.**

---

4 Titre d'un livre de la papesse des *post-colonial studies*, et professeur à la prestigieuse université de Columbia, G.C.Spivak.

# Quelques considérations sur la récente mode raciale (et la Marche de la dignité et contre le racisme)

## CONTRE LE RACISME OU POUR LES RACES ?

Le 31 octobre 2015 a eu lieu, à Paris, la « Marche de la dignité et contre le racisme ». Cette marche a été une espèce de vitrine (et à servi à mesurer les capacités de mobilisation) de la galaxie raciale<sup>1</sup> qui sévit, depuis quelques temps et de façon plus visible, dans le champ politique/associatif français. Le comptage est vite fait : pas plus de 3500 personnes, tandis que les organisateurs en espéraient plusieurs dizaines de milliers. Signe que les prolétaires issus de l'immigration non-européenne, auxquels ces groupuscules d'universitaires et de militants associatifs voudraient s'adresser, se foutent de cette tentative de récupération politique et refusent de fait de servir de main d'œuvre (heureusement).

---

1 Je pense qu'on peut appeler « raciales » les groupes et penseurs qui veulent remettre à l'ordre du jour et utiliser à des fins politiques la « théorie des races », c'est à dire l'idée (qui remonte au moins au XVIIIe siècle) que les êtres humains se déclinent en races différentes. La nouveauté, par rapport au vieux racisme « biologique » (qui se base principalement sur le phénotype de chaque être humain), est qu'ils appuient plus sur un « différentialisme » culturel. Ces partisans du racisme politique portent en effet l'hypothèse de l'irréductibilité et de l'incompatibilité de certaines spécificités culturelles, nationales, religieuses typiques des différents groupes humains, qui seraient donc destinés à rester séparés par des barrières étanches. (Cf. :<http://inter.culturel.free.fr/www/spip.php?article7=> )

Même si ces personnes sont issues de l'extrême gauche, il partagent donc là la même base conceptuelle que les racistes d'extrême droite. Pas étonnant donc, que leurs discours aient des relents carrément racistes et réactionnaires.

Cette marche aurait soi-disant été appelée par le MAFED, un collectif de femmes « racisées » (c'est à dire issues de l'immigration non-européenne - et de ce seul fait victimes des discriminations racistes autoproclamées par principe, sans aucune prise en compte de leurs positions sociales<sup>2</sup>), dont la porte-parole est Amal Bentounsi. Il n'y a plus besoin de démontrer que ce collectif est une structure fantoche et que cette marche a été appelée publiquement à l'occasion du dixième anniversaire du Parti des Indigènes de la République, en mai dernier<sup>3</sup>. Elle aurait voulu être (sans pourtant y parvenir) le tapis rouge déroulé aux idées racistes au sein de l'extrême gauche, de la galaxie associative et même de toute aire à prétention « radicale ».

Mais qu'est ce c'est que cette nouvelle mode, le « racialisme » ?

Les racistes, ces récupérateurs de gauche du racisme, veulent, tout comme les racistes tout court, insérer les individus avec leurs unicités dans des cases : les races. Ces cases raciales sont censées découper l'ensemble de l'humanité selon des critères anthropomorphiques ou culturels. Mais qui établit les critères, parmi les innombrables qui me différencient d'autrui, m'en rapprochent suffisamment pour dire qu'on appartient à une même « race », « nation » ou culture ? La couleur de ma peau, de mes cheveux, de mes yeux ? Une des langues que je parle (tout en sachant que je pourrais en apprendre plein d'autres) ? Un bout de papier qu'un quelconque État a voulu ou pas me donner ?

Le racialisme est en effet le frère jumeau du racisme, mais avec le signe de valeur inversé. Je subis le racisme à cause de mon aspect physique ou autre ? À quoi bon lutter contre le racisme en affirmant quelques simples vérités, comme le fait que les races n'existent pas, mais sont des inventions tellement utiles aux différents pouvoirs pour garder la main sur les exploités ? Mieux vaut, nous disent certains intellectuels relativistes qui croient vivre dans les ghettos des États-Unis de l'après-guerre, accepter ces discours immonde, affirmer la séparation des uns des autres selon des lignes raciales. Il suffit juste, pour se différencier du Ku Klux

---

2 Quelques exemples : profs et chercheuses à la fac, comme l'historienne Françoise Verges (issue de la puissante famille mandarinale qui pendant deux générations a géré La Réunion pour le compte du PCF), figures publiques comme Amal Bentounsi, jokers féminins du fondamentalisme islamique comme Ishmane Chouder (du sinistre mouvement religieux Participation et Spiritualité Musulmane et que la commission Droits des Femmes de Sud Éducation Créteil ne se gêne pas pour inviter à ses stages de formation, comme pour le stage « Féminisme, anti sexisme et questions de genre » en février 2015) ou encore la chercheuse et « féministe musulmane » Hanane Karimi (qui écrit des textes pour le Centre de recherche sur la législation islamique et l'éthique, dirigé par Tariq Ramadan).

3 Comme ils le disaient dans l'appel pour l'anniversaire. Voir ici : <http://indigenes-republique.fr/8-mai-2015-le-pir-fete-ses-10-ans-avec-angela-davis-2/>

Klan, de maintenir que « *black is beautiful* » tout en reprenant le fond de leur concept de « suprématisme blanc » (vous pouvez remplacer le classique américain « blanc » par n'importe quelle identité, plus ou moins réelle, plus ou moins fantasmée et le jeu est fait !) ou, encore mieux, de demander des flics issus des minorités, des patrons « racisés », des juges communautaires (quant aux « religions des opprimées » il y en a déjà pas mal !).

Le P.I.R. et sa porte-parole, Houria Bouteldja, salariée de l'Institut du Monde Arabe, ont à maintes reprises montré de quel côté ils se placent. Racialisme, antisémitisme, misogynie et homophobie sont monnaie courante dans les discours de ceux qui voudraient se présenter comme les porte-paroles des couches populaires issues de l'immigration non européenne.

Le P.I.R. se situe complètement dans un champ sémantique et conceptuel basé sur le concept de « race ». Ils rassemblent sous le terme de « traître » Christine Taubira et Rachida Dati. Les deux ont en commun principalement le fait d'être des politiciennes et d'être ou d'avoir été garde des Sceaux, ce qui devrait les rendre particulièrement haïssables, notamment si, comme certains collectifs ayant participé à la marche du 31 octobre, ont voulu protester contre l'impunité policière. Mais pourquoi « traîtres » ? « Traîtres » de quoi ? Elles n'ont trahi personne : elles appartiennent à la classe dominante (à deux clans politiques concurrents de cette même classe dominante) et leur rôle Place Vendôme est (a été) d'enfermer des personnes issues, pour la plupart, des exploités. Elles sont deux ennemies pour ceux-ci, point barre. Eh, bien, pour nos racistes, elle seraient des « traîtres » à leurs « races » respectives !

Elles auraient rejoint « les blancs » (tous confondus, racistes et dominants) contre les « racisés » Noirs/Arabes/musulmans. Il n'y pas, dans cette vision manichéenne, de responsabilité individuelle et l'existence même de classes sociales est niée ou sciemment ignorée, remplacées par les races (ou « races sociales »). Ainsi, le « prolétariat blanc » (et là ce qui compte pour eux n'est pas le premier terme, mais bien le deuxième) dans son ensemble est responsable, pour Sadri Khiari, le théoricien du P.I.R., de la montée en puissance du Front National dans les années 1980. Il parle à ce propos d'une « résistance populaire blanche » aux tentatives d'émancipation des « postcolonisés »<sup>4</sup> (notamment à la « Marche pour l'égalité et contre le racisme » de 1983). Dans cette pseudo-analyse, le seul trait commun d'être « blancs » rendrait toute une grosse partie de la population coupable de connivence avec le FN et, plus en général, de porter des positions de « dominants » sur les « indigènes ». Là aussi il y a une arnaque sémantique qui

---

4 Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De De Gaulle à Sarkozy*, La Fabrique, janvier 2009 ; p. 186 et 188.





[Affiche trouvée sur les murs du parcours de la marche, octobre 2015.]

joue sur le concept de « luttes des races sociales », qu'Houria Bouteldja utilise aussi, entre autre, dans son allocution pour les dix ans du P.I.R. Mais reprenons les mots de Khiari : « *La question qui nous importe exclusivement est celle-ci : qu'est-ce qui spécifie la relation sociale qui produit et oppose, dans le même temps, des groupes sociaux hiérarchisés qui se pensent et s'opposent comme races, délimitées par des différences imaginées et réifiées ? À travers quelles logiques sociales, quelles confrontations politiques, l'illusion des races dénoncée par les antiracistes recouvre-t-elle une réalité sociale tout à fait concrète, la lutte des races sociales ?* »<sup>5</sup>. Khiari évacue ici d'emblée la question de la non existence des races humaines et de l'origine réactionnaire de la théorie des races. Il nous dit que les races sont là parce que des groupes sociaux se pensent en ces termes... Quelle finesse ! Et les groupes de hooligans des différentes équipes de foot, qui eux aussi sont des « groupes sociaux qui se pensent et s'opposent par des différences imaginées et réifiées », on les utilise aussi pour comprendre le monde parce que « ils luttent » ? Khiari et consorts s'approprie le concept de race en l'hybridant avec celui de lutte

5 *Ibid* ; p. 21.



LES ASSIGNATIONS IDENTITAIRES SONT DES CARCANS QUI ENFERMENT DANS LA RELIGION, LA FAMILLE, LA COMMUNAUTÉ, LA PATRIE ..., TOUTES CES APPARTENANCES QUI CONSTRUISSENT LA GUERRE DE TOUS CONTRE TOUS ET PERMETTENT LA PACIFICATION SOCIALE, DEUX FACES DE LA MÊME MÉDAILLE. **LES RACES N'EXISTENT PAS, SEULEMENT LES RACISTES.** C'EST POUR MIEUX NOUS GOUVERNER QU'ON NOUS DIVISE. ÉMANCIPATION, SUBVERSION, RÉVOLUTION NE SERONT JAMAIS COMPATIBLES AVEC QUELQUE THÉORIE DE LA RACE QUE CE SOIT.

# NE MARCHONS PAS AVEC LES RACIALISTES !

**NIQUE LA RACE, VIVE LA LUTTE DES CLASSES**



[Affiche A1 trouvée sur les murs du parcours de la marche, octobre 2015.]

sociale, mais en faisant cela le résultat est de cautionner la théorie de la race tout en collant dessus des caractéristiques sociales qui ont comme but de la rendre acceptable par l'extrême gauche. En plus, cette catégorie de « race sociale » est assez floue pour y faire entrer tout ce qu'on veut. Regardons ce que le P.I.R. appelle « indigènes » : « Noirs, Arabes et musulmans »<sup>6</sup>. Entrent ici en jeu une catégorie basée sur un aspect physique et sur une supposée appartenance culturelle et religieuse. Le seul point commun à ces trois catégories déjà absolument foireuses en elles-mêmes serait l'opposition au « pouvoir raciste » qu'on identifie non pas à un rapport social, mais d'emblée aux « blancs », et le tour est joué !

Une marche pour quoi faire, donc ? Pour se présenter comme « le nouveau visage de l'antiracisme », comme ils le disent. La volonté évidente du pot-pourri composé de groupuscules et d'associations appelant à la marche du 31 octobre est en effet celle de s'approprier la légitimité morale du combat contre le racisme. Un combat qui, au delà des tentatives de récupération politicienne, a été jusqu'ici mené par des révolutionnaires et par les intéressés eux-même, comme les feux de novembre 2005 ou ceux de Venissieux dans ces lointaines années 81 et 83 nous le montrent très bien. Une simple tentative de racket politique aux issues complètement réformistes, donc, auquel la gauche nous a depuis longtemps habitués ? Mais cette marche est peut-être aussi une tentative de fédérer du monde autour du P.I.R., pour lui donner une « vraie » existence de parti politique, à des fins électorales ou de lobbying. Ils ne se contenteraient plus du « bruit médiatique » qu'ont toujours suscité leurs prises de positions merdiques ? Suivant l'air du temps (une forte attention médiatique, ainsi qu'au sein de l'extrême gauche et de la galaxie libertaire, pour l' « islamophobie ») le P.I.R. cherche-t-il à faire un grand coup ? Il y a certainement tout cela, mais pas que.

Le P.I.R., qui s'agit beaucoup ces derniers temps, reste un groupuscule d'universitaires. Ce qui est pourtant extrêmement dangereux est la possibilité que les idées racialistes et ségrégationnistes qu'ils véhiculent, et qui sont partagées par toute une galaxie d'associations communautaires et religieuses (cautionnées de fait par tous ceux qui étaient à la marche du 31 octobre), se répandent jusqu'à être acceptées comme normales, jusqu'à faire partie du sens commun. Certes, je veux croire que la grosse majorité des personnes qui ont marché ce jour là étaient mues par une sincère volonté de critiquer le racisme (pour ce qui est de lutter, c'est autre chose). Mais ce qui pose problème est qu'ils ont répondu pré-

---

6 Un exemple parmi plein d'autres : « Notre priorité : unir les Noirs, les Arabes et les musulmans », dans « Face au pouvoir raciste qui oppose les Noirs et les Arabes, construisons l'unité de tous les anticolonialistes ! », rubrique « Mieux nous comprendre », sur le site du P.I.R.

sent à une marche appelée, elle, par le P.I.R. et la galaxie racialisiste/théocompatible. Ils sont les idiots utiles de la récupération de l'antiracisme par une bande de réactionnaires. Les bons sentiments antiracistes n'excusent pas le fait de ne pas se poser des questions, surtout si on considère le fait que ces questions ont été soulevées publiquement avant cette marche<sup>7</sup>.

Cette mode racialisiste croise en effet d'autres tendances dangereuses présentes aujourd'hui dans l'extrême-gauche. Un aspect qui est passé un petit peu en sourdine dans cette marche (mais pas pendant les meetings de préparation, comme celui du 9 octobre à la Bourse du travail de Saint-Denis) est la lutte tant à la mode contre l'« islamophobie ». En sourdine, mais pourtant bien présent dans le fond. Un des premiers signataires de l'appel à la marche est Tariq Ramadan, le prédicateur islamiste proche des Frères musulmans, connu pour son double discours (« modéré » face à un public « occidental », fondamentaliste face à un public musulman). Et si pour le P.I.R. l'« islamophobie » est un cheval de bataille important, on retrouve parmi les signataires de l'appel à la marche aussi Ismahne Chouder, de Participation et Spiritualité Musulmane<sup>8</sup> ou le rappeur-prédicateur Medine<sup>9</sup>. Le 13 octobre, le Front Uni de l'Immigration et des Quartiers Populaires du sociologue Saïd Bouamama<sup>10</sup> (déjà du P.I.R.) a organisé à Ivry-sur-Seine, avec une association de roms et une association locale, une rencontre-débat au titre : « *Islamophobie, Romophobie, Négrophobie... face à ces racismes qui nous divisent, reprenons l'initiative* ». Or, déjà c'est précisément eux, les racialisistes, qui font la séparation entre différents types de racismes, à partir de l'identité présumée des victimes, tandis que l'approche antiraciste « universaliste » condamne tout

---

7 Voir par exemple la « *Lettre ouverte à ceux qui pensent que participer à la Marche-de-la-dignité-contre-le-racisme-avec-le-soutien-d'Angela-Davis n'est pas un problème* » ou « *Nique la «race»* », parmi bien d'autres.

8 Filiale française du mouvement marocain religieux-politique *Al Adl Wal Ihsane* (Justice et Bienfaisance). PSM a appelé à participer à la « Manif Pour Tous » de 24 mars et 26 mai 2013 et a participé à l'université d'été 2013 de l'association antiavortement Alliance Vita. Au Maroc, *Al Adl Wal Ihsane*, à part participer à enterrer les poussées de révolte de 2011, a fait tuer des opposants d'extrême gauche.

9 Une longue histoire que celle entre Médine et le P.I.R. Le rappeur a chanté au meeting-concert du 10 décembre 2012, avec lequel le P.I.R. voulait déjà mettre sa mainmise sur l'héritage de la « Marche » de 83 (dont c'était le 25ème anniversaire). De Médine on conseille la vidéo « *Don't Laïk* ». On y remarquera la propagande religieuse explicite et l'insertion « discrète » des livres du suprématiste noir Kemi Seba.

10 Les mêmes qui ont organisé à Lille, le 20 juin 2013, une conférence sur les « guerres impérialistes » avec le très ambigu Michel Collon, conspirationniste et proche des milieux négationnistes.

racisme envers quiconque et sur quelconque base. Mais passons. A qui ont pensé les organisateurs, pour parler d' « islamophobie » ? Mais à un imam bien sur (Mohamed Bajrafil, le cureton « de gauche » local, très ambitieux et très médiatisé). Logique, non ? Si on condamne comme « islamophobe » la critique de la religion musulmane, pourquoi ne pas la défendre à côté d'un imam ?

On se retrouve encore, ici, devant cette mystification conceptuelle qu'est le concept d'islamophobie. Il s'agit d'un court circuit entre race et religion : l'assignation de tout un pan d'individus, en fonction de leur origine ou de leur apparence physique, à la catégorie des « musulmans », permet de faire taire toute critique de l'islam, parce que celle-ci ne rentrerait plus dans la critique des religions, mais directement dans le domaine du racisme. Cet « antiracisme des imbéciles »<sup>11</sup> qu'est la « lutte contre l'islamophobie » est en réalité, comme le dit bien Claude Guillon, une attaque contre les athées, contre la possibilité de dire haut et fort une vérité banale : « dieu » n'existe pas, ceux qui croient en lui se trompent, et leur croyance parfois sincère (et souvent inoffensive) est utilisée à des fins de pouvoir qui touchent tout le monde, athées compris.

Est-ce que cet entrisme discret de l'islam politique a posé problème à quelqu'un parmi ceux qui ont participé (ou même appelé) à la marche du 31 octobre ? Apparemment non. Alternative Libertaire se limite à écrire que « *l'immixtion de la religion dans un mouvement social n'est pas notre tasse de thé* », pour se justifier tout de suite face à ses copains identitaires en ajoutant que celle-ci « *n'est compréhensible ici que par une volonté de défier la stigmatisation dont souffre la minorité musulmane dans les médias et dans la classe politique française.* »<sup>12</sup> Voilà comment se voiler la face devant le retour de la religion, avec l'excuse bidon de refuser la stigmatisation d'une minorité. Voilà comment des « libertaires » du XXI<sup>ème</sup> siècle, jettent à l'eau (pardon, dans une tasse de thé) toute critique de la religion, partie fondamentale de l'histoire des mouvements révolutionnaires et de la critique émancipatrice !

## LES PIÈGES DE L'IDENTITARISME ET DU RELATIVISME

Dans un article du 28 octobre 2008 de la revue L'Indigène de la République<sup>13</sup> a propos de la création du Parti, Sadri Khiari écrit : « *Le PIR devra donc être à la fois un parti d'individus et un parti de communautés. Il s'organisera de façon à*

---

11 Comme décrit dans le bon texte de Claude Guillon « *Et « dieu » créa l' « islamophobie* ».

12 « *Ce qu'annonce le succès de la Marche de la dignité* », Alternative libertaire, le 1er novembre 2015

13 Sadri Khiari « *Le PIR : un parti de communautés et d'individus* », dans *L'Indigène de la République n°13* (octobre 2008), p. 10.

*pouvoir traduire à la fois l'unité de conditions, d'intérêts et d'aspirations de l'ensemble des indigènes, et la diversité des parcours historiques, des modes d'insertion dans la société française, des cultures et des croyances, des différentes communautés indigènes. Un Noir, un Antillais, un Arabe, un musulman, sont tous traités comme des indigènes mais ils ont aussi des histoires propres, des spiritualités particulières, des exigences spécifiques, qui devront s'exprimer également dans la politique du PIR. En tant que parti décolonial, le PIR se devra, par exemple, d'être un espace qui permette à sa composante musulmane d'affirmer son islamité, de penser et d'exprimer sa politique à travers l'islam, comme à sa composante noire d'exprimer sa condition historique propre. » Un « parti des communautés », donc, qui veut, entre autre, tenter une récupération de l'identitarisme religieux. Ou bien s'agirait-il d'une voie ouverte (de façon assez détournée et « masquée ») à l'islam politique ? Un élément qui va dans ce sens pourrait être le rôle discret de Tariq Ramadan, en tant que référence intellectuelle du P.I.R. : qu'on pense au discours d'introduction d'Houria Bouteldja lors des 10 ans du P.I.R., où elle lui rend hommage en l'insérant parmi les exemple des « résistances des races sociales »<sup>14</sup>.*

Et toujours la rhétorique tribale des « frères et sœurs » si typique du P.I.R. ainsi que de plein d'autres racistes ou philo-religieux. Une fraternité qui a des bases communautaires et cache toute différence de classe et toute domination interne à la dite communauté, pour focaliser l'attention seulement sur les formes de domination qui lui sont externes. Ce discours a donc des bases communautaires, soit « culturalistes »<sup>15</sup>, soit religieuses, soit nationales, soit raciales – le plus souvent il s'agit d'un mélange de plusieurs de ces critères. N'oublions pas qu'il s'agit de critères dont l'individu est un porteur passif, qui l'enferment dans la conservation de l'existant et qui s'opposent à toute tentative d'émancipation.

On a pu voir une vidéo de la marche dans laquelle Sandra, du Collectif Afroféministe Mwasi<sup>16</sup>, affirmait sans sourciller que le communautarisme lui « va très bien », et revendiquait un « communautarisme non-blanc », vu que, selon elle, « il y a un communautarisme blanc »<sup>17</sup>. Rien de nouveau dans cette galaxie là.

---

14 H. Bouteldja, « *Qu'advient-il de toute cette beauté* », Discours d'ouverture du 10ème anniversaire du P.I.R..

15 Comme si une « culture » donnée pouvait être définie une fois pour toutes, comme si elle n'était pas en constant mouvement, et dans laquelle le choix individuel (en accepter ou pas certains éléments, les transmettre ou pas, ou encore les modifier et adapter, etc.) a un rôle très important.

16 Collectif qui se qualifie comme « intersectionnel » et « insurrectionnel » (du moins ce sont les mots d'ordre qu'elles arboraient sur leur banderole). On attend de voir quelle est leur démarche insurrectionnelle...

17 Ces propos ont été confiés à un journaliste... d'extrême droite, pendant la Marche. Cf.



[Marche de la dignité... octobre 2015.]

Le terme de « communauté » est fréquemment utilisé par le P.I.R., et l'existence d'un communautarisme noir/arabe/musulman, lorsqu'elle est reconnue, est présentée comme une simple réaction au « *communautarisme blanc dominant* »<sup>18</sup>. Le communautarisme que les racialisés portent serait donc justifié à leurs yeux par un besoin de défense.

Le P.I.R. se veut un parti « décolonial » où l'on se pose la question d'une éventuelle place pour les « blancs ». Déjà en décembre 2007 Khiari proposait « [...] *la construction de notre propre organisation politique, à nous indigènes, Noirs, Arabes et musulmans, en réfléchissant sérieusement à quelle place donner éventuellement aux Blancs pour qu'ils n'y soient pas, d'une manière directe ou indirecte, hégémoniques.* »<sup>19</sup> Mais le 8 mai 2015, pour les dix ans du P.I.R., Bouteldja va plus loin. « *Dans les races sociales, il y a le pire et le meilleur. [...] Ce sont les impasses du système racial qui poussent les victimes à offrir des fleurs, à faire des listes d'invention ou qui crée [sic] des Mohamed Merah, des Coulibaly et des Kouachi* ». Comme quoi, les responsables des massacres (motivés par l'islam radical, faut-il encore le rap-

---

<https://www.youtube.com/watch?v=1rCBLKt8AmM>

18 Sadri Khiari, « *Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue* », Textuel, avril 2006, p. 117.

19 Sadri Khiari, *discours du 14 décembre 2007*.



[Frigide Barjot de la Manif pour Tous, à une conférence de l'UOIF, mars 2013.]

pler ?) seraient leurs victimes, en tant que propriété du « système racial ». Puis, à l'aide d'une citation de James Baldwin, Bouteldja fait planer l'évocation d'une vengeance inévitable contre « *l'intransigeance et l'ignorance du monde blanc* »<sup>20</sup>. Ce qui est implicite là-dedans est un appel à la guerre civile suivant des lignes « raciales » et communautaires, une « proposition » qui trouvera l'adhésion enthousiaste de cette partie de l'extrême droite qui vise à un « choc de civilisations » (comme les néo-conservateurs américains, étroitement liés à l'intégrisme protestant) .

Le P.I.R. et ses comparses racialisés affectent une certaine virulence à l'égard de la gauche institutionnelle, du moins envers le PS (en fait ils ne dédaignent pas le soutien, électoralement intéressé, du Front de Gauche et celui, sans faille, du NPA) et ses appareils antiracistes, comme SOS Racisme. Cela pourrait tromper quelques naïfs. Il ne s'agit pourtant pas, pour eux, d'opposer une démarche révolutionnaire au réformisme gestionnaire du PS (ou d'opposer une vision antipolitique au clivage traditionnel droite/gauche).

Le P.I.R. critique âprement ce qu'ils appellent la « gauche blanche », pourtant ses membres sont presque tous issus des partis de gauche et de l'extrême gauche (PCF, NPA) ou du milieu des associations ancrées elle aussi à gauche. Quand ils attaquent cette « gauche blanche » ce n'est pas pour la remplacer avec une gauche « non-blanche » ou « décoloniale », mais avec des formes communautaires d'agrégation politique, dans lesquelles la question fondamentale serait celle de la frontière entre l'intérieur et l'extérieur de la communauté, entre inclus et exclus. En cela les thèses du P.I.R. sont le miroir d'une certaine extrême-droite « identitaire » (Front National, Bloc Identitaire, Zemmour, De Villiers, etc.). Cela va jusqu'à justifier une forme de racisme « de retour », que Khiari voit comme une forme de

---

20 H. Bouteldja, « *Qu'advientra t-il de toute cette beauté* », cit.



« résistance ». Mais que penser d'un tel « antiracisme » ? « *On ne peut évidemment identifier dans une même catégorie la haine raciale du dominant à l'encontre du dominé et la haine raciale du dominé à l'encontre du dominant. Toutes deux sont produites par le même système raciste mais l'une en est un agent raciste tandis que l'autre constitue une réaction voire une forme de résistance au système raciste. L'une est armée, l'autre est désarmée.* »<sup>21</sup> Sur le caractère « désarmé » de cette forme de haine, qu'on me permette, en cette deuxième partie du mois de novembre 2015, de douter. Quant au fait que la « haine raciale du dominé à l'encontre du dominant » soit une simple réaction à celle subie, on est là devant un raccourci conceptuel qui d'un côté voudrait justifier certaines formes de racisme, de l'autre évacue toutes les autres raisons du conflit social (politiques, économiques).

Le P.I.R. prétend se situer en dehors du clivage politique traditionnel droite/gauche, qu'ils appellent « champ politique blanc ». C'est le principal théoricien du P.I.R., Sadri Khiari, qui écrit : « *Le champ politique blanc, comme espace réservé aux blancs, ne se constitue pas par la seule exclusion explicite des non-Blancs. D'autres logiques, plus complexes, fonctionnent indépendamment même de la volonté des 'acteurs', à travers de multiples modalités de contrôle, de fixations de limites et de refoulement à la marge des non-Blancs. Le champ politique blanc n'est plus cerné de murailles légales qui le protègent de l'intrusion du non-Blanc. Il inclut, en son propre sein, une infinité de frontières invisibles que seule une petite minorité d'élus, soigneusement sélectionnés par quelque divinité blanche, traverse. Le champ politique blanc est un labyrinthe où le non-Blanc se perd. Le champ politique blanc bannit le non-Blanc en lui suggérant qu'il n'a vraiment rien à y faire. Cette relégation hors du champ politique est subie, vécue et voulue tout à la fois. Elle est l'expression de l'extériorité où sont maintenus les non-Blancs, confinés à une situation d'exil intérieur permanent.* »<sup>22</sup> Ce passage, qui se veut « profond », n'explique rien du tout. Quelles sont les « logiques plus complexes », quelles sont les « multiples modalités de contrôle, de fixations de limites et de refoulement à la marge » qui excluent les « non-Blanc » du « champ politique blanc » ? Et comment est défini ce « champ politique » ? Et, chose la plus grave, l'auteur cache sciemment les autres éléments qui entrent en jeu dans la sélection de l'élite politique (les ressources économiques, l'entourage familial et social, le parcours d'études, les liens avec les groupes politiques et bureaucratiques déjà existants), qui jouent un rôle bien plus important que le fait de pouvoir être catégorisé comme ayant telle ou telle couleur de peau ou « appartenir » à telle ou telle communauté.

---

21 Sadri Khiari, *Pour une politique de la racaille, immigré-e-s, indigènes et jeunes de banlieue*, cit. ; p. 92-93.

22 *Ibid.* ; p. 55-56.

Le président américain Obama est-il au pouvoir parce qu'il est « blanc » ou parce qu'il est socialement favorisé ? Un ouvrier « blanc » de l'automobile à Detroit peut-il être l'oppressé du président, à cause de leur « appartenance raciale » respective ? Ou bien nos racistes devraient approfondir un peu plus leurs analyses ?

Cependant, ce que ces racistes proposent comme alternative à la politique institutionnelle est tout simplement une politique communautaire, qui remplacerait le système des partis de droite et de gauche avec une forme de marché régi par la libre concurrence des identités communautaires, qui se partageraient des secteurs de pouvoir. Ce qui résulte en une parcellisation du pouvoir dans les mains des leaderships des différentes communautés. Une conception féodale du pouvoir, à des années lumière de distance d'une quelconque volonté révolutionnaire ou même basiquement émancipatrice.

La croyance dans la division de l'humanité en races, la nécessité de s'associer entre-soi pour lutter contre la forme spécifique de racisme qu'on subit (dans le meilleur des cas en s'alliant avec d'autres qui luttent aussi contre leur forme spécifique de racisme subi, toujours en donnant du grain à moudre à une démarche raciste) est une façon réactionnaire et extrêmement dangereuse de traiter le problème du racisme.

Ce discours raciste, loin de remettre en question le racisme, s'attaque à des formes particulières du racisme, se focalisant sur « les racismes » au pluriel, et considère que le problème n'est pas le racisme en tant que tel, mais qu'il s'agit de la somme de tout un tas de « racismes » particuliers. En gros, les pourfendeurs du racialisme font le même discours que l'extrême droite, mais en renversant l'échelle des valeurs « raciales ». Parfois ils vont jusqu'à utiliser d'autres formes de racisme (l'antisémitisme<sup>23</sup>, ou la propagation de la haine envers ceux qu'ils appellent « blancs »). La raison de cela est vite dite : nos racistes sont tout aussi réactionnaires que les racistes de l'extrême droite « classique ».

Figurer des identités individuelles, souvent mobiles, dans des catégories telles que les nations, les « races », les « cultures » est une méthode privilégiée du pouvoir (étatique, économique, religieux, moral).

Le racisme est un outil de séparation (et de hiérarchisation) des individus. Il part des différences physiques, nationales ou culturelles qui sont subrepticement

---

23 Même Alternative Libertaire, dans son compte-rendu (très positif) de la marche du 31 octobre, a dû admettre que « *les invectives antisémites [...] ont jailli, sporadiquement, sur le passage de la banderole d'un nouveau collectif, Juives et Juifs révolutionnaires (JJR)* ». Cf. « *Ce qu'annonce le succès de la Marche de la dignité* ».



[Le MAFED/PIR à la Marche de la dignité... Ismahane Chouder à gauche, Houria Bouteldja au centre.]

considérées comme fondamentales, dans le sens où elles seraient foncièrement constitutives des individus. Ces différences sont en réalité fictives (dans le sens où elles s'entremêlent avec tant d'autres jusqu'à devenir minimales). Des différences fictives, donc, mais qui produisent des effets réels : le racisme. Cela a comme but de canaliser sous la forme de violences inter-ethniques (et de fidélités communautaires) les poussées subversives qui pourraient secouer la société. Se définir à partir de ces catégories du pouvoir revient à les légitimer. Ainsi, nous devons arrêter de nous penser, et de penser les autres, en termes de « races », de nationalités, d'appartenances « culturelles ». Arrêtons de participer à la production de ces effets en arrêtant de reproduire le concept malsain de « race ». Ce n'est rien de plus qu'une lubie sortie des esprits de quelques réactionnaires des siècles passés. Mais cette démarche est plus facile quand il s'agit du racisme subi : personne n'accepte d'être considéré comme inférieur en raison de son apparence physique ou de son « appartenance » culturelle. Pourtant, il est nécessaire aussi d'arrêter de produire le frère jumeau du racisme qu'est le racialisme, cette forme de racisme assumée et revendiquée en tant qu'identité.

Ce que les racistes demandent n'est pas l'égalité qu'ils clament à tour de bras. Ou bien il s'agit d'une égalité non pas pour les individus réels, qui ne sont pas « noirs », « rroms » ou « musulmans », mais qui ont des histoires, des origines,



[Affiche trouvée sur les murs de Menilmontant durant le banquet contre l'Etat d'Urgence, janvier 2016.]

des vécus, des situations et des désirs qui ne peuvent pas être enfermés dans de telles cases sans en être mutilés. Ce que les racistes veulent est plus de pouvoir pour les différentes communautés, plus précisément pour les différents leaders communautaires. Le problème est simplement l'ajustement des poids relatifs des différents rackets communautaires au sein de la société. Rien à voir avec la liberté, ni même avec l'égalité.

L'égalité ne peut pas être la mise à niveau par le bas des différentes identités communautaires ou des différentes catégories (toujours trop étroites pour contenir nos réalités ainsi que nos rêves). Elle se trouve dans la reconnaissance de l'irréductibilité des individus à des schémas prédéfinis. L'égalité entre des individus

peut exister seulement en tant que possibilité égale pour chacun d'être pleinement libre, d'être ce qu'il veut, pas de devoir s'uniformiser selon des normes, qu'elles soient majoritaires ou même minoritaires dans une société donnée. Peu importe le degré de « majorité » ou de « minorité » de la catégorie qu'on voudrait me coller : elle sera toujours une entrave à ma liberté.

On peut trouver quelques racines de cette mode théorique racialisiste dans les concepts de « point de vue situé » (qui voudrait critiquer l' « universalisme », jugé comme forcément « occidental » et donc « colonial »), de « convergence des luttes » partielles et plus généralement dans le relativisme au rabais que nous re-fourgue le postmodernisme. Fini les grandes narrations idéologiques (mais pas la société du capital et de l'État, n'est-ce pas ?), fini l'universalisme (sauf quand il se présente avec les attributs d'une religion, non ?), libre cours aux identités opprimées (qui n'oppriment pas à leur tour, n'est-ce pas ?) et leurs revendications « décoloniales » (dont l'État est bien content de négocier la satisfaction, payée au prix de la paix sociale et de l'obéissance *via* les leaders communautaires respectifs). On nous vend tout universalisme comme le produit moisi de l'Occident colonial, et on voudrait lui opposer un patchwork d'identités (la plupart du temps tout à fait artificielles) absolument inoffensives pour le pouvoir et désireuses de s'intégrer dans la société telle qu'elle est, avec juste quelques touches de « diversité » en plus. Ce relativisme est récupérable d'emblée, n'ayant aucune visée subversive : il est simplement la version « de gauche » (et « molle ») du libéralisme. On abandonne donc le concept de racisme, pour faire attention aux racismes au pluriel, maintenant que chaque victime a le droit à son quart d'heure d'attention et au particularisme de son malheur. Mais ce-faisant, on se cantonne à des larmes victimistes, au lieu de porter des positions de subversion de cette société. La liste des racismes au pluriel se rallonge de jour en jour, de la negrophobie à la rommophobie (et l'insertion d'arnaques conceptuelles comme l' « islamophobie »). Faut-il rappeler que bien avant l'invention de ces formules d'intellos, des personnes en chair et os ont subi le racisme tout court, et se sont battues pour l'égalité et non pour la reconnaissance d'un quelconque statut communautaire de victime ? Ce morcellement du problème porte à un morcellement des revendications. Chacun « lutte » contre l'oppression particulière qu'il subit, parfois en réussissant à « converger » avec d'autres, mais sans viser un point commun, la fin de tout racisme, par exemple.

Celles et ceux qui seraient, par des critères racialisistes, « nos frères et sœurs » sont toujours bons, tout patrons ou imams qu'ils soient (et quant aux « sœurs » elles se doivent d'être soumises). Ceux qui sont extérieurs à la communauté sont de ce fait des adversaires ou des ennemis (même si ce sont des prolétaires, mais attention, c'est des « blancs », donc automatiquement des dominants !). Dans le



[Sur le Twitter du PIR]

meilleur des cas, celui d'une « convergence » des intérêts respectifs à deux ou plusieurs communautés, celles-ci deviennent alliées (temporaires, le temps que d'autres intérêts les opposent). Et les quelques rebelles qui refusent de se laisser embrigader, ceux et celles pour lesquels toute communauté est trop étroite, sont sommés de rentrer dans le rang ou de disparaître.

On nous avait déjà fait le coup avec le nationalisme des opprimés (Pays Basque, Palestine, Vietnam, etc.) opposé au nationalisme des oppresseurs (mais y en a t il vraiment un autre ?). Gommant ainsi les divisions sociales au sein des « nations » basques, palestiniennes ou vietnamiennes, un gommage bien pratique pour les bourgeoisies nationalistes basques, palestiniennes ou vietnamiennes, parmi tant d'autres exemples. Les concepts de « religion des opprimés », de « nation des opprimés » ou encore de « police/justice/État/pouvoir des opprimés » produisent tous les mêmes effets : l'évacuation des problématiques sociales au profit de problématiques idéologiques interclassistes. Il n'y a qu'à regarder sur quoi ont débouché toutes les luttes de libérations nationales (du sionisme à la question kurde) : à la création ou à la réappropriation d'outils de pouvoir et de domination d'opprimés (futurs ou anciens oppresseurs) contre des oppresseurs (futurs ou anciens opprimés).

Comme disait l'autre, je ne me bat pas que pour ma propre liberté – aussi pour la tienne. Je ne lutte pas à ta place, cependant : ce que je fais c'est pour moi, parce que la liberté des autres augmente la mienne. La notion de « racismes » et les « luttes » qui vont avec, n'amènent, dans le meilleur des cas, qu' à élargir le super-

marché des droits par des rayons « ethniques ». La tant à la mode « convergence des luttes » n'est rien de plus que la somme des récupérations possibles des petits lopins que chaque catégorie de victime cultive avec tant d'amour – et tant de myopie. Ainsi, plein de collectif naissent ces dernières années (et on a pu en voir nombreux le 31 octobre) pour demander vérité et justice pour un tel ou un tel, assassinés par la police. Une telle idéologie de la victimisation finit inexorablement par une demande de prise en charge par la seule instance « universaliste » qui reste : le pouvoir étatique (les religions ayant de nos jours un peu de mal à le concurrencer, en tout cas dans ce coin-ci du monde). C'est à un des appareils de l'État (la justice), qu'on demande de corriger les bavures d'un autre (la police)... Un peu naïf, non ?

Mais, sans oublier les cas particuliers de meurtres policiers, on n'a pas besoin de tels collectifs pour savoir que la police fait son sale travail et que la seule solution est d'en finir avec la police et ses patrons. On ne veut pas la justice pour un tel ou un tel, on ne veut pas l'égalité des droits, on veut la révolution, la fin du livre comptable des droits et des devoirs, des revendications de chapelles, célestes comme terrestres et des carrières de porte-paroles de la misère !

## La révolte ou la récupération ?

Depuis sa fondation, le Parti des Indigènes de la République joue la provocation, l'imposture et la récupération. Issu du Mouvement des Indigènes de la République (qui s'est constitué, lui, en 2005 à la suite de l'« Appel pour les assises de l'anticolonialisme postcolonial »), le P.I.R. a été fondé lors du 25ème anniversaire de la « Marche pour l'égalité et contre le racisme ». Lors d'un meeting de commémoration de celle-ci, en décembre 2008, Houria Bouteldja parle du P.I.R. en récupérant des figures aussi opposées que l'anarchiste athée Louise Michel et le cheikh Yassine, triste fondateur du Hamas, branche des Frères musulmans dans la région, et commanditaire d'opérations militaires visant des civils israéliens...<sup>24</sup> Parfois la récupération est explicite et assumée. Ainsi Sihame Assabague, du MAFED, dans un tweet du 3 novembre<sup>25</sup> parle de « *braquage politique et média-*

---

24 « *Le cheikh Yassine est un anticolonialiste qui a lutté contre le colonialisme israélien. Tous les anticolonialistes sont les bienvenus* » H. Bouteldja, lors de la marche du 8 mai 2008.

25 Sihame Assabague, du collectif « Stop le contrôle au faciès » et du MAFED, participe au site internet « Contre-attaques, pour en finir avec l'islamophobie ». Déjà collaboratrice d'une mairie d'arrondissement, puis prof de français, elle s'est fait connaître à la télé le 2 octobre 2014, en taquinant Alain Juppé, à qui elle reproche d'être un « *homme blanc de plus de soixante ans* »... n'ayant probablement aucune autre critique à porter à l'ancien Premier ministre de Chirac et maire de Bordeaux



[Marche de la dignité... octobre 2015.]

tique de l'antiracisme » pour la marche du 31 octobre. D'ailleurs, elle aurait voulu se poser dans la continuité des émeutes de novembre 2005 et de la Marche de 83 (qui, elle, était déjà aussi une récupération politique faite par le PS des émeutes du début des années 80, en particulier dans la banlieue lyonnaise<sup>26</sup>).

De même Pierre Tevanian, philosophe agrégé, signataire de l'Appel des Indigènes en 2005 et prolifique animateur du site post-moderniste intello « Les mots sont importants », essaye de donner une interprétation pro-religieuse (ou du moins non anti-religieuse) de la pensée de Marx<sup>27</sup> (et Engels, Lénine, Trotsky et Rosa Luxembourg). Un chercheur sérieux a pourtant démontré, textes à l'appui, que Tevanian trafique de façon éhontée les passages de Marx qu'il cite (omissions, utilisation de plusieurs traductions selon leur « adaptabilité » à ses fins...) pour

26 Cf. « *Minguettes blues* », *Os Cangaceiros*, n°1, janvier 1985.

27 Pierre Tevanian, *La haine de la religion, comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche*, La Découverte, 2013. Une présentation par l'auteur ici. Une critique de ce texte ici d'où je prends les citations du livre de Tevanian. Une excellente mise au point sur la mauvaise foi avec laquelle Tevanian « cite » Marx ici.



lui faire dire le contraire de ce que Marx voulait dire. Mais Tevanian se préoccupe peu de rigueur interprétative, son but est de qualifier de « bêtes et méchants » les athées et anticléricaux qui dénoncent l'aliénation religieuse, le tout pour, noblesse oblige, dédouaner l'islam de toute critique. Par contre, le choix d'une femme de porter le voile est défini dans son livre comme une question « tellement intime », qui « forge le caractère » de la femme et démontre qu'elle « n'est soumise à personne d'autre »... Quelle mauvaise foi ! Et, encore une fois, la mauvaise conscience de certains intellectuels de gauche leur fait troquer une pensée émancipatrice, dont Marx faisait partie -nonobstant ses penchants autoritaires- contre un peu de visibilité face aux croyants de la « religion des opprimés »...

Lors de l'anniversaire du P.I.R. le 8 mai 2015, ainsi que lors de la marche du 31 octobre, la référence aux émeutes de 2005 (et autres) est constante. Il y a Noredine Iznasni, présenté par les maoïstes<sup>28</sup> qui ont publié son intervention comme un « ex-émeutier ». Cela est peut-être vrai, dommage qu'ils oublient de le qualifier aussi d'« ex porte-parole de José Bové lors de la campagne présidentielle de 2007 » ou de « conseiller municipal à Nanterre ». À part rouler des mécaniques, Iznasni salue la démarche du MAFED et pourfend le militantisme sur internet (lui, il préfère les bancs du conseil communal).

Dans la même démarche récupératrice et parcellisatrice, la Brigade Anti-Nérophobie, collectif qui lutte contre le racisme... quand ils s'attaque aux noirs... était présente devant le tribunal de Bobigny le 18 mai 2015, lors du rendu du procès pour les flics qui ont causé la mort de Zyed et Bouna le 27 octobre 2005. Mais il y a 10 ans, au moment de la mort des deux ados, il n'y pas eu de rassemblements, ni des marches, ni des comités pour demander « vérité et justice » à ce même État qui les a tué. Il y a dix ans il y a eu la révolte. Une révolte qui posait clairement la ligne de partage : ce n'était pas la couleur de la peau, l'appartenance culturelle ou religieuse supposée, mais le choix du camp. Il y avait des « noirs », des « arabes » et des musulmans parmi les flics et parmi les pacificateurs, tout comme parmi les émeutiers. Il y avait des personnes mues par la rage et la volonté d'en découdre avec c emonde d'exploitation, et, sous les lacrymos, il aurait été inutile de poser des questions si stupides que celles de l'appartenance « raciale », nationale ou religieuse. Lors de moments de révolte, c'est la détermination individuelle qui compte, la capacité d'identifier l'ennemi et la volonté de le frapper aussi dans ses moyens plus sournois, tel tout le carcan identitaire qu'on voudrait nous coller sur la tête.

Au contraire, le 31 octobre, on a vu une manifestation complètement pacifiée dans ses formes comme dans ses perspectives. Une manifestation comme on

---

28 Sur le blog Quartiers Libres, 2015/11/03.



[Marche de la dignité... octobre 2015.]

en voit habituellement chez les syndicalistes, en somme, sans aucune volonté révolutionnaire, mais bel et bien pour quémander des droits à un État qui n'est pas un ennemi, mais la contrepartie reconnue d'un dialogue politique. Une marche pour condamner de façon tout à fait morale (larmoyante, réformiste et interclassiste) le racisme, mais à côté des tenants d'une forme sournoise de racialisme et de ségrégationnisme.

Enfin, la « Marche de la dignité et contre le racisme » s'est terminée par les politiciennes en herbe qui l'ont appelée, chantant en cœur sur la tribune la chanson « Banlieusards », aux cotés de Kery James : « *J'ai envie d'être plus direct, il est temps qu'on fasse de l'oseille / C'que la France ne nous donne pas on va lui prendre / J'veux pas brûler des voitures, mais en construire, puis en vendre* ». Explicite. Ça a dû plaire aux citoyenistes de « Pas sans nous »<sup>29</sup>. Racialistes, communautaristes, islamistes, le tout à la sauce républicaine-patronale : voilà pour les gauchistes qui ont tenu à démontrer leur antiracisme (et le mépris de soi tant à la mode) en traînant leurs savates derrière le P.I.R. et ses acolytes !

La lutte du P.I.R. et consorts serait « *une volonté de transformer le monde pour s'y sentir bien* »<sup>30</sup>. Une volonté bien de ce monde qui en plus, on parie, finira dans les urnes !

La lutte contre le racisme n'a de sens que si elle s'insère dans une tension plus vaste, qui vise à subvertir cette société dans son ensemble, pas à la raccommoier en forme de patchwork de communautés sans toucher au fond.

Détruisons cette société, détruisons aussi les communautés et les religions qui voudraient la maintenir ou la remplacer !

**IL N'Y PAS DE RACES, SEULEMENT DES RACISTES !**

**IL N'Y A PAS DE RELIGIONS DES OPPRIMÉS,  
SEULEMENT DES RELIGIONS QUI OPPRIMENT !**

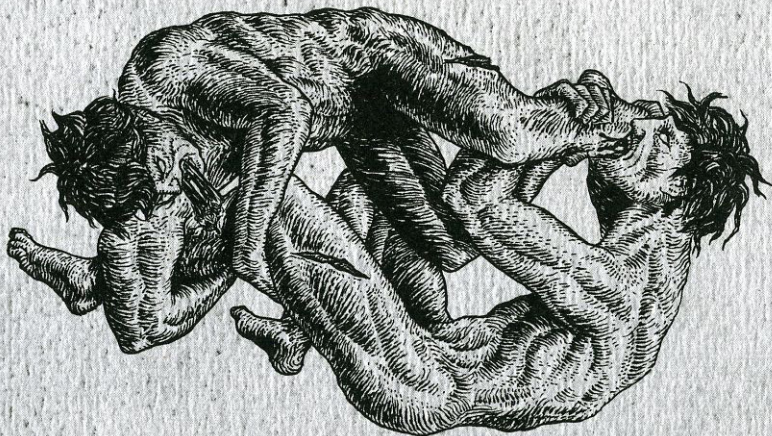
22 novembre 2015

**Cassandre.**

---

29 « Pas sans nous » est une coordination d'associations citoyenistes « *des quartiers populaires* ». Elle se veut « *Force de propositions auprès des pouvoirs publics* » (et aussi « contre-pouvoir », rien que ça !), « Porte-voix des habitants et des acteurs » (Cf. la page « *missions* » sur leur site web)... en somme du syndicalisme revendiqué en tant que tel, qui, comme tout syndicalisme, essaye de gratter un peu de thune et des places dans les mairies pour ses représentants.

30 H. Bouteldja, « *Qu'advient-il de toute cette beauté* », cit.



*Ces trois textes ont été écrits dans une période qui couvre presque entièrement l'année 2015. [...] L'opposition à l'entrisme de l'islam et à la diffusion de la théorie de la race dans les milieux « radicaux » est loin d'être une bataille terminée. Elle est une bataille fondamentale parce que la complaisance avec les autorités religieuses, de toute religion, ainsi que la porte ouverte au racisme avec l'acceptation de la théorie de la division de l'humanité en races risquent non seulement d'approfondir cette confusion consternante propre aux dits milieux, mais pire, de les pourrir définitivement jusqu'à les éloigner à jamais de toute visée révolutionnaire ou même simplement émancipatrice. Les démagogues « radicaux » qui veulent utiliser des réflexes identitaires crasseux pourraient bien finir par être manipulés à leur tour par des politiciens bien plus aguerris qu'eux.*



*JANVIER 2016*